HUITIÈME RAPPORT ANNUEL
1986-1987

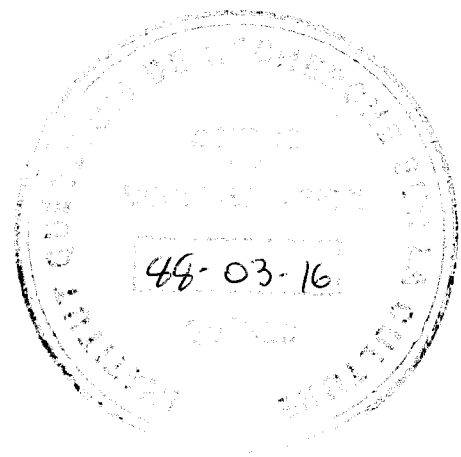
FC
2919
I57
1986/1987

Institut québécois de recherche sur la culture

13-0003809

Institut québécois de recherche sur la culture

HUITIÈME RAPPORT ANNUEL
1986-1987



Dépôt légal - 4e trimestre 1987
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0227-3101
ISBN 2-89224-107-3

Québec, le 3 novembre 1987

Madame Lise Bacon
Ministre des Affaires culturelles
Gouvernement du Québec
Québec

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre le huitième rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture.

Une fois de plus, je tiens à souligner, en mon nom et au nom du Conseil, le travail et le dévouement du personnel de l'Institut et de mes collègues de la direction.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le président,

Fernand Dumont

Fernand Dumont

Membres et personnel de l'Institut québécois de recherche sur la culture

1. Le Conseil de l'Institut*

M. Fernand DUMONT, président Professeur à l'Université Laval	Du 2 décembre 1984 au 2 décembre 1989
M. Gérard BOUCHARD Professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi	Du 14 décembre 1983 au 14 décembre 1987
Mme Renée BRIEN-DANDURAND Chercheure de l'Institut	Du 28 novembre 1984 au 28 novembre 1988
Mme Madeleine FERRON Écrivaine	Du 13 novembre 1984 au 13 novembre 1988
M. Claude GENDREAU Sociologue	Du 12 novembre 1986 au 12 novembre 1990
M. Fernand HARVEY Chercheur de l'Institut	Du 13 novembre 1984 au 13 novembre 1988
M. Guy LAPERRIÈRE Professeur à l'Université de Sherbrooke	Du 28 novembre 1984 au 28 novembre 1988
Mme Lisette MORIN Journaliste	Du 28 novembre 1984 au 28 novembre 1988
M. Patrick O'HARA Directeur des relations extérieures à IBM Canada Ltée (Région de l'Est)	Du 28 novembre 1984 au 28 novembre 1988

MM. Léo JACQUES et Georges LAMY participent aux réunions du Conseil.

2. Le Comité exécutif*

M. Fernand DUMONT, président

Mme Madeleine FERRON

M. Fernand HARVEY

---

* au 31 mars 1987

M. Léo JACQUES

M. Georges LAMY

M. Patrick O'HARA

3. Le Comité scientifique*

M. Fernand DUMONT
Directeur scientifique, président

M. Gary CALDWELL
Chercheur, responsable de chantier

Mme Madeleine GAUTHIER
Chercheure

M. Jean HAMELIN
Professeur à l'Université Laval

M. Fernand HARVEY
Chercheur, responsable de chantier

Mme Denise HELLY**
Chercheure

M. Simon LANGLOIS
Chercheur, responsable de chantier

Mme Denise LEMIEUX
Chercheure, responsable de chantier

M. Norman RYAN
Chercheur, responsable de chantier

Mme Gladys SYMONS
Professeure à l'ÉNAP

MM. Léo JACQUES et Georges LAMY participent aux réunions du Comité scientifique.

M. Pierre POULIN agit comme secrétaire du Comité scientifique.

---

* au 31 mars 1987

** Madame Helly siège à titre de responsable de chantier depuis le 20 mars 1987.

4. Le personnel administratif*

M. Fernand DUMONT, président, directeur scientifique

M. Léo JACQUES, secrétaire général

M. Georges LAMY, directeur administratif

(Mme Françoise AUCLAIR, agente de secrétariat)

Mme Linda BEAURIVAGE, agente de secrétariat

Mme Ginette BELLEAU, agente de secrétariat

Mme Marielle BERGERON, agente de secrétariat

Mme Gisèle BOLDUC, agente culturelle

(Mme Nicole BRUNET, agente de secrétariat)

Mme Louise GAUTHIER-DUQUET, bibliotechnicienne

(Mme Diane FLEURANT, secrétaire principale)

(Mme Louise JEAN, agente de secrétariat)

Mme Nicole LAFLAMME, adjointe au directeur administratif

(M. Alain LAFOREST, agent culturel)

Mme Brigitte LAMBERT, agente de secrétariat

Mme Flora LEBLANC, agente de secrétariat

Mme Thérèse LESPÉRANCE, agente de secrétariat

M. Gilles L'HEUREUX, préposé aux services auxiliaires

Mme Ghislaine MAROIS, secrétaire principale

---

* du 1er avril 1986 au 31 mars 1987

(...) La mise entre parenthèses d'un nom indique que la personne n'est plus à l'emploi de l'Institut au 31 mars 1987.

Mme Mariette MONTAMBAULT, préposée à l'édition

Mme Diane MORIN, agente de secrétariat

Mme Véronique MORIN, responsable de la production

(Mme Pierrette POITRAS, agente de secrétariat)

Mme Suzanne PROULX, agente de secrétariat

Mme Claire SAVARD, agente de bureau

5. Les chercheurs associés*

M. Jean de BONVILLE, professeur à l'Université Laval

M. Jean-Charles FALARDEAU, professeur émérite à l'Université Laval

M. Marcel FOURNIER, professeur à l'Université de Montréal

M. Gabriel GAGNON, professeur à l'Université de Montréal

Mme Nicole GAGNON, professeure à l'Université Laval

M. Chad GAFFIELD, professeur à l'Université d'Ottawa

M. Claude GALARNEAU, professeur à l'Université Laval

M. Pierre JACQUES, professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi

M. Bruno JEAN, professeur à l'Université du Québec à Rimouski

M. Jean-Pierre KESTEMAN, professeur à l'Université de Sherbrooke

M. Benoît LACROIX, professeur émérite à l'Université de Montréal

M. Yvan LAMONDE, professeur à l'Université McGill

M. Pierre-Louis LAPOINTE, directeur au Centre régional de l'Outaouais des Archives nationales du Québec

---

* au 31 mars 1987

M. Serge LAURIN, professeur au Cégep de Saint-Jérôme

Mme Renée LEGRIS, professeure à l'Université du Québec à Montréal

M. Jacques LEMAY, professeur à l'Université du Québec à Rimouski

M. Marc-André LESSARD, professeur à l'Université Laval

M. Yvan MORIN, professeur au Cégep de Rimouski

M. Claude OTIS, professeur au Cégep de Matane

M. Pierre PAGÉ, professeur à l'Université du Québec à Montréal

M. Marcel RIOUX, professeur à l'Université de Montréal

M. Florian SAUVAGEAU, journaliste, professeur à l'Université Laval

M. Peter SOUTHAM, professeur à l'Université de Sherbrooke

M. Étienne TROESTLER, professeur au Cégep de Saint-Jérôme

6. Les chercheurs*

(M. Nicolas Brian ABOUD, assistant de recherche)

M. Pierre ANCTIL, chercheur

M. Paul AUBIN, agent de recherche

M. Yves BEAUREGARD, assistant de recherche

M. Léon BERNIER, chercheur

M. Edward BERRYMAN, assistant de recherche

(M. Jean BOURASSA, agent de recherche)

Mme Marie-Marthe T. BRAULT, chercheure

---

* du 1er avril 1986 au 31 mars 1987

(...) La mise entre parenthèses d'un nom indique que la personne n'est plus à l'emploi de l'Institut au 31 mars 1987.

M. Gary CALDWELL, chercheur

M. Louis-Marie CÔTÉ, agent de recherche

Mme Lucille CÔTÉ, agente de recherche

(Mme Martine CÔTÉ, assistante de recherche)

Mme Renée B. DANDURAND, chercheure

Mme Gina DAVIDOVIC, assistante de recherche

(M. Marc DESCHÊNES, assistant de recherche)

(Mme Pierrette DIONNE, assistante de recherche)

M. Jean-Charles FORTIN, assistant de recherche

M. Daniel FOURNIER, chercheur

(Mme Micheline GAULIN, agente de recherche)

Mme Madeleine GAUTHIER, chercheure

M. Camil GIRARD, chercheur

(Mme Vivian HAEBERLÉ, assistante de recherche)

Mme Thérèse HAMEL, chercheure

M. Fernand HARVEY, chercheur, responsable de chantier

Mme Denise HELLY, chercheure, responsable de chantier

Mme Gabrielle LACHANCE, chercheure

Mme Sophie-Laurence LAMONTAGNE, chercheure

M. Simon LANGLOIS, chercheur, responsable de chantier

(M. Robert LAVOIE, assistant de recherche)

M. Antonio LECHASSEUR, chercheur

Mme Denise LEMIEUX, chercheure, responsable de chantier

(M. Michel LORD, assistant de recherche)

M. M'hammed MELLOUKI, chercheur

(Mme Céline MERCIER, assistante de recherche)

Mme Lucie MERCIER, chercheure

Mme Paule OBERMEIR, agente de recherche

Mme Isabelle PERRAULT, chercheure

M. Normand PERRON, chercheur

(M. Rémi PORTUGAIS, assistant de recherche)

M. Pierre POULIN, assistant de recherche

Mme Andrée RAICHE-DUSSAULT, agente de recherche

M. Norman RYAN, chercheur, responsable de chantier

Mme Lise SAINT-JEAN, chercheure

Mme Diane SAINT-PIERRE, assistante de recherche

Mme Norma SALEM, chercheure

(Mme Hélène SAMUELSON, assistante de recherche)

M. Jean-Pierre SIMARD, agent de recherche

M. Jean TREMBLAY, assistant de recherche

(M. Yves TREMBLAY, assistant de recherche)

(M. Roger ZAORÉ, assistant de recherche)

INTRODUCTION

Au cours de cette année, les autorités gouvernementales ont décidé de réviser le statut de l'Institut, sans mettre en cause son existence ou sa pertinence. Des démarches ont été entreprises pour une affiliation avec un établissement universitaire. Ces démarches se poursuivent dans un esprit de franche collaboration de la part des intéressés. Elles devraient bientôt aboutir à un aménagement qui permette de conserver à l'Institut l'essentiel de son autonomie et son caractère national. C'est donc avec espoir que nous abordons une nouvelle année de travail.

Notre budget de fonctionnement ayant été réduit, nous avons dû suspendre certaines activités et reporter à plus tard certains projets. Mais nous poursuivons une investigation systématique de nouvelles sources de subventions ou de commandites. Là encore, tout sera fait pour assurer l'avenir.

Comme à l'accoutumée, ce huitième rapport annuel comporte trois sections. La première dresse un état de la recherche. La deuxième esquisse un bilan des activités complémentaires, des publications, des services. La troisième partie réunit des documents utiles, dont les états financiers.

Première partie

ÉTAT DE LA RECHERCHE

Rappelons que, depuis quelques années, les recherches sont réparties selon de grandes orientations qui correspondent à autant d'équipes de chercheurs: la famille, les sexes, les générations; les communautés ethnoculturelles; les histoires régionales; les tendances socio-culturelles; la diffusion de la culture. Ces deux derniers secteurs, dont on avait annoncé la création dans le précédent rapport annuel, ont effectivement fait l'objet d'une solide implantation depuis lors. Nous le disions l'an dernier: des remaniements périodiques de nos orientations sont indispensables si nous voulons maintenir le dynamisme essentiel à un centre de recherche et demeurer attentifs à l'émergence de besoins nouveaux. C'est aussi, pour nous, une question de principe que les équipes, tout en veillant à la cohérence de leurs travaux respectifs, laissent place à des collaborations, à l'extérieur comme à l'intérieur de l'Institut.

On constatera que plusieurs travaux mentionnés dans les rapports précédents ont été terminés ou sont sur le point de l'être. Tenant compte des incertitudes quant au statut de l'Institut et à son financement, nous avons usé de prudence. Nous avons dû prévenir des chercheurs, par ailleurs excellents, que le renouvellement de leur contrat serait problématique. Ce qui ne nous a pas empêchés de prévoir et de préparer de nouvelles initiatives.

I

FAMILLES, SEXES, GÉNÉRATIONS

Responsable: Madame Denise Lemieux

L'équipe explore l'émergence et l'affirmation de sous-cultures d'âges et de sexes dans nos sociétés contemporaines et les liens complexes de ces phénomènes avec les mutations profondes de la vie familiale. Qu'il s'agisse de la jeunesse, du troisième âge, de la condition féminine ou masculine, la fréquence avec laquelle ces thèmes sont objets de préoccupations souligne la pertinence d'en étudier le devenir. Nous voulons les envisager dans un cadre global, afin d'en découvrir les interrelations ainsi que leurs racines communes dans un ensemble de changements socioculturels.

Les changements familiaux

Au coeur des changements familiaux, la croissance des familles monoparentales et leurs conditions économiques suscitent maintes réflexions. La parution prochaine d'une étude d'envergure sur la question, sous la direction de madame Renée Dandurand avec la collaboration de madame Lise Saint-Jean, intéressera un vaste public. À partir de l'expertise acquise au cours de cette recherche, madame Dandurand a collaboré à la réalisation d'un questionnaire sur la monoparentalité dans le cadre d'une recherche pour la Commission Rochon. Toujours en tant qu'expert, elle a participé au colloque de fondation de la Fédération des associations de familles monoparentales. Madame Lise Saint-Jean termine actuellement une étude sur la vie associative féminine, traitée à partir des familles monoparentales. Grâce à des entrevues auprès de fondatrices et de directrices de ces associations ainsi que d'un inventaire des archives, un tableau de l'évolution de ces associations sera dessiné. Une première communication des résultats a été livrée lors du dernier colloque de l'ACSALF. En outre, le thème de la pauvreté des femmes chefs de familles monoparentales a été traité par madame Saint-Jean dans le collectif sur *Les nouveaux visages de la pauvreté*.

Pour rejoindre un plus vaste éventail de thèmes reliés à la famille, madame Dandurand a préparé au cours de cette année un collectif sur *Couples et parents des années quatre-vingt, un aperçu des nouvelles tendances de la vie familiale*, qui paraîtra à l'automne 1987. À partir d'une approche qui situe les transformations de la famille dans le contexte du développement de l'État-providence, du changement des rapports de sexes et de l'avènement des experts, des études et témoignages poussent la réflexion sur le terrain du droit, de la démographie, du travail social, de la santé et surtout des expériences vécues par les enfants et les parents. Psychologues, sociologues, démographes et travailleurs sociaux y ont collaboré. Madame Dandurand a rédigé les textes de présentation ainsi qu'un article sur la monoparentalité. Madame Denise Lemieux y signe un article sur les nouvelles familles vues à travers des romans récents.

Des chercheurs du chantier ont également contribué aux réflexions sur la famille dans diverses revues. Mesdames Denise Lemieux et Lucie Mercier ont collaboré à un numéro spécial de *Recherches sociographiques*; à partir des itinéraires féminins pour la période 1880-1940 évoqués dans la littérature autobiographique, elles abordent le thème des solidarités familiales. Pour sa part, madame Dandurand examine la politique familiale récemment proposée, les enjeux et les débats. Enfin, madame Saint-Jean a rédigé un article pour la revue *Humanitas* sur les nouvelles valeurs familiales.

Les solidarités

Au centre de l'apparition des cultures d'âges comme dans l'évolution des familles, l'étude des solidarités est un thème charnière de plusieurs de nos travaux. Mesdames Marie-Marthe Brault et Lise Saint-Jean, dans le prolongement de leurs recherches sur la vie associative, ont préparé conjointement le plan d'un collectif sur *Entraide et solidarités*, dont la parution est prévue pour l'automne 1988.

Dans un contexte apparenté, madame Gabrielle Lachance a publié un article sur la coopération dans la *Revue canadienne d'études du développement* et a préparé un texte sur «Les valeurs dans le Mouvement Desjardins» pour le récent congrès du Mouvement Desjardins.

Les âges

Les phénomènes associatifs ont été surtout traités sous l'angle des regroupements sur la base de l'âge. Madame Marie-Marthe Brault a préparé la publication de sa précédente recherche sur les associations volontaires de personnes âgées paru à l'automne sous le titre: *Du loisir à l'innovation: les associations volontaires de personnes retraitées*. Elle poursuit une autre recherche sur les personnes retraitées, le bénévolat et l'État-providence. Cette recherche vise à étudier, selon une démarche ethnographique, les modalités d'insertion sociale des personnes retraitées au sein des organismes bénévoles. Une réflexion sur les nouveaux rapports du

bénévolat à l'État constitue un second volet de cette recherche. Une première étape de cueillette des données est presque terminée.

C'est dans une analyse des contenus de la presse du troisième âge que madame Gabrielle Lachance tente de repérer les transformations de la culture des personnes âgées au cours des deux dernières décennies. Huit périodiques québécois ont été dépouillés, et divers thèmes seront soumis à l'analyse. Une communication a été présentée sur cette recherche au colloque de l'Association québécoise de gérontologie (printemps 1987). Madame Lachance a assumé la direction du dernier concours *Mémoire d'une époque*, qui a bénéficié d'une participation soutenue de la part des personnes du troisième âge.

Sur les jeunes, madame Isabelle Perrault a déposé une volumineuse bibliographie chronologique des études québécoises. Monsieur Léon Bernier termine un bilan de la recherche au Québec; il s'en est inspiré dans une communication donnée à l'ACSALF, en 1987: «Quelques réflexions pour une sociologie des jeunes». Ces travaux seront disponibles au cours de l'année qui vient. Sous le titre *Identifications symboliques et parcours scolaire*, une étude longitudinale a été complétée par monsieur Bernier à partir des données de l'enquête ASOPE. Ce travail reconstitue le processus à la fois pratique et symbolique qui conduit les jeunes (garçons et filles), de leur famille de classe à leur identité sociale propre; il fera l'objet d'une publication. Monsieur Bernier a présenté une communication à un colloque sur *Théâtre et adolescence*.

Sur les rapports des âges et des générations, une problématique a été publiée dans les cahiers *Transmarge*, par madame Lemieux.

Vie quotidienne et cycle de vie des femmes

Axée sur la transformation du cycle de vie des femmes depuis un siècle, une recherche dirigée par madame Denise Lemieux, avec la collaboration de madame Lucie Mercier, examine des phénomènes à la frontière des transformations de la famille, des conditions d'âges et de sexes. Une première partie décrit la vie des Québécoises au tournant du siècle à partir d'autobiographies. Pour la période moderne, l'analyse des entrevues, à peine commencée, laisse déjà apparaître d'intéressantes comparaisons. Mesdames Lemieux et Mercier déposeront bientôt un manuscrit intitulé: *Les femmes et le temps: les âges de la vie au tournant du siècle*. Madame Mercier a publié un article sur les itinéraires féminins dans la revue *Médialise* (Nice).

Autres activités des chercheurs

Plusieurs chercheurs ont prolongé leurs travaux de recherche par des articles théoriques ou méthodologiques. Madame Dandurand a tracé, pour la *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, une vaste fresque des études sur la culture au Québec. Ce numéro de revue est destiné au public anglophone. Mon-

sieur Bernier prépare un article sur les récits de vie pour le numéro d'automne 1987 des *Cahiers de la recherche sociologique*, qui traitera des méthodes qualitatives.

Madame Gabrielle Lachance a publié deux articles sur le libre-échange et la culture (Bulletin Arts de la Conférence canadienne des arts et Cahiers de l'ACFAS). Madame Lise Saint-Jean a fait un exposé au forum Immigration-Racisme-Pluralisme. Enfin, mesdames Dandurand, Perrault, Saint-Jean et monsieur Bernier ont donné des conférences au cours de séminaires universitaires. Madame Lemieux a été membre d'un comité du CRSH pour l'octroi de bourses aux étudiants. Madame Lachance a organisé la rencontre sur la recherche culturelle dans les organismes gouvernementaux et les ministères. Madame Perrault est membre du comité organisateur de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française et madame Lise Saint-Jean en est la vice-présidente. Madame Saint-Jean est présidente du mouvement pour combattre le racisme.

II

LES COMMUNAUTÉS ETHNOCULTURELLES

Responsables: Monsieur Gary Caldwell
Madame Denise Helly*

Le chantier sur les communautés ethnoculturelles s'est proposé un double objectif: décrire des itinéraires d'immigrés du Québec et de leurs descendants; étudier les divers impacts sociaux et culturels de l'immigration sur la société québécoise. Cet objectif se réalise selon deux mises en perspective, historique et contemporaine. On ne comprend bien les problèmes d'aujourd'hui qu'en revenant souvent à leur genèse.

Le Projet Montréal

Sous la direction de monsieur Gary Caldwell, ce projet consiste en une analyse comparative du processus d'insertion socio-économique et linguistique de personnes provenant de vingt communautés établies dans la région de Montréal. Cette étude s'appuie sur des séries de données provenant des recensements de 1971, de 1981, et des registres de l'état civil.

Le traitement de la première série de données a donné lieu à la construction de 75 variables décrivant le processus d'insertion; l'analyse est terminée. Cette première étude a été complétée par deux travaux annexes réalisés par monsieur Daniel Fournier: le premier porte sur l'ensemble des mariages contractés au Québec de 1976 à 1985 et met à jour les corrélations existant entre alliance matrimoniale, langue maternelle et lieu de naissance des conjoints, de même que le taux d'endogamie de la population au cours d'une décennie; le deuxième élabore un indice de statuts socioprofessionnels.

---

* Madame Denise Helly est responsable de ce chantier depuis le 20 mars 1987.

Le second ensemble de données empiriques utilisé résulte d'une enquête menée auprès de 1 000 ménages provenant de cinq communautés culturelles (Arabophones, Arméniens, Britanniques, Chinois, Portugais). Cette enquête cherchait à saisir avec plus de précision le processus d'insertion de groupes arrivés à des moments historiques différents au Québec. Des entrevues furent effectuées durant l'année 1985-1986 (en collaboration, pour le groupe portugais, avec monsieur Calvin Veltman, chercheur à l'INRS-Urbanisation) auprès de quelque 4 000 individus. Au cours de l'année 1986-1987, ont été accomplis la vérification de la représentativité des échantillons, le codage et la saisie informatisée des données, de même que leur traitement en vue de l'analyse. L'ensemble de ces opérations a été conduit par madame Paule Obermeir, avec la collaboration de madame Gina Davidovic pour l'informatique.

Histoire de l'immigration et des relations entre communautés

Une étude sur les immigrés syro-libanais est menée par madame Norma Salem; l'objectif est de connaître les cheminements occupationnel, religieux et linguistique d'immigrés arrivés ici depuis 1880, à partir d'une région circonscrite de la Grande Syrie d'alors et point nodal de communications et d'échanges commerciaux. Durant l'année 1986-1987, madame Salem, assistée de monsieur Brian Aboud, a terminé le dépouillement de données utiles à cette recherche et provenant essentiellement des répertoires Lovell de Montréal, des registres d'état civil et des recensements nationaux. À partir de ces données, ont été dessinées des cartes montrant les zones ou quartiers de résidence et de travail de l'ensemble de ces immigrés, en vue d'une comparaison avec le sous-groupe catholique oriental.

Madame Salem a aussi mené des entrevues avec des descendants de ces immigrés du tournant du siècle afin de retracer les fondements du choix occupationnel de leurs ancêtres, dont la plupart devinrent colporteurs de divers produits de mercerie, puis propriétaires ou employés de magasins et même, pour certains d'entre eux, manufacturiers dans le secteur de l'industrie textile. Madame Salem tente de mettre à jour le rôle du statut socio-économique dans le processus d'identification culturelle des immigrés syro-libanais au début de ce siècle.

Monsieur Pierre Anctil poursuit une recherche sur les rapports entre Juifs, francophones et anglophones au Québec, de 1920 à 1948. Il tente de décrire les relations qu'entretiennent entre eux les responsables de diverses institutions juives, catholiques et protestantes de Montréal: particulièrement, les antagonismes, les négociations et les affrontements survenus entre les administrateurs d'institutions scolaires et universitaires francophones aussi bien qu'anglophones et des dirigeants de la communauté juive. À partir des années 1920, les élèves juifs intégrèrent en nombre significatif les écoles montréalaises et, durant la décennie suivante, certains commencèrent à prendre le chemin des universités de la ville. Ce fait fut parfois à l'origine de mesures discriminatoires à l'égard d'enfants d'immigrés juifs, mesures que des responsables de la communauté tentèrent de combattre par un travail d'information auprès de groupements et de journaux francophones catholiques. À la lumière de l'expérience vécue par des immigrés juifs provenant de

l'Europe de l'est et de l'Europe centrale, se lisent l'histoire de conflits divisant la communauté francophone et le rôle intégrateur que jouèrent les instances religieuses catholiques pour l'un des plus importants groupes ethniques issus de l'immigration massive qui a gagné le Canada et le Québec à partir de 1880. Les matériaux de cette recherche proviennent de fonds d'archives de la communauté juive de Montréal et d'institutions francophones et anglophones (ACJC, Fonds Henri-Bourassa, Archives des Jésuites, Université McGill), ainsi que de sources secondaires.

Monsieur Fernand Harvey poursuit ses recherches en vue d'un ouvrage sur l'histoire de l'immigration au Québec de 1760 à nos jours. Tout en situant l'arrivée des différents groupes ethniques dans l'histoire au Québec, cette recherche vise à préciser la perception de ce phénomène migratoire par les francophones depuis plus de deux siècles.

Enjeux actuels de l'immigration au Québec

Depuis plusieurs années, l'ensemble des pays industrialisés occidentaux connaît une décroissance démographique qui ne semble pas devoir s'enrayer durant les prochaines décennies. Certains pays ont décidé d'une politique nataliste ou familiale visant une hausse de la fécondité (l'Allemagne fédérale, la France), tandis que d'autres recourent à l'immigration pour surseoir à leur déclin (le Canada, par exemple). Le phénomène de la décroissance est particulièrement marqué au Québec depuis une dizaine d'années et s'accentuera à l'avenir si les tendances démographiques actuelles ne sont point modifiées. Aussi des thèmes comme la vigueur économique du Québec, son poids politique au sein de la Confédération, l'immigration occuperont la scène politique et culturelle québécoise durant les années à venir. Une enquête menée par madame Denise Helly tente de préciser les divers dilemmes auxquels se trouverait confrontée la société québécoise face à l'immigration. Les choix à venir seront multiples; ils concerneront des sphères en apparence aussi distinctes que les modes de sélection des immigrés, l'intégration de ces derniers au monde du travail et des instances politiques et décisionnelles, l'insertion scolaire des enfants de nouveaux immigrants, la signification de l'héritage franco-québécois, la définition d'une société pluraliste francophone ou encore la participation accrue du Québec aux échanges internationaux. Au cours de l'année 1986-1987, madame Helly a conduit 40 entrevues avec des députés provinciaux, des journalistes, des responsables d'institutions ethniques, des personnalités politiques et des chercheurs en vue de cerner leur perception de l'immigration. Parallèlement, madame Helly a analysé des documents sur l'immigration et l'intégration des immigrés provenant tant des instances fédérales et provinciales que de chercheurs et d'intervenants. Madame Helly entreprend la rédaction d'un ouvrage sur le sujet, alors que son livre sur la communauté chinoise de Montréal a été publié à l'automne 1987.

Autres activités

Depuis octobre 1985, monsieur Pierre Anctil assume la présidence de la Société canadienne d'études ethniques, après avoir eu la responsabilité de l'organisation du huitième colloque de cette Société tenu à Montréal en octobre 1985. Il a préparé l'édition des Actes de ce colloque en vue de leur publication dans la revue *Études ethniques au Canada* (volume XVIII, n° 2, 1986). Depuis novembre 1986, monsieur Anctil siège au Conseil d'administration du Centre interculturel Monchanin, un organisme indépendant d'éducation, de formation et de recherche interculturelles. Il a publié deux articles dans la revue *Vice Versa* et participé à plusieurs colloques où il a présenté des communications concernant la situation des immigrés juifs du Québec, le pluralisme culturel de la société québécoise et montréalaise, les relations culturelles entre les État-Unis et le Québec.

Madame Helly a donné plusieurs conférences ou communications sur l'immigration chinoise au Québec à Radio Centre-Ville, lors des congrès annuels de l'Institut d'histoire de l'Amérique française et de l'ACFAS. Elle a publié des articles sur le même sujet, sur la perception de l'immigration au Québec et sur les minorités nationales en Chine populaire. Elle est membre du Comité consultatif des études ethniques rattaché à la Direction Multiculturalisme du Secrétariat d'État, à Ottawa.

Monsieur Gary Caldwell a présenté des conférences sur l'immigration au Québec au Conseil pastoral du diocèse de Montréal et à Centraide-Montréal. Avec monsieur Daniel Fournier, il a publié un article sur l'état de la population québécoise dans les *Cahiers canadiens de sociologie*.

Monsieur Fernand Harvey a participé, en mai 1986, à la réunion de l'Association française des études canadiennes portant sur la question ethnique et a présenté une communication publiée dans la revue de cette Association. La conférence retraçait l'ouverture progressive du Québec au fait multiculturel de 1900 à nos jours. Il a rédigé un article sur la genèse historique des débats portant sur l'immigration au Québec dans un ouvrage collectif publié en 1987 par le Conseil de la langue française, *Le Québec français et l'école à clientèle pluri-ethnique*.

Madame Norma Salem a participé à plusieurs colloques organisés par le Comité d'action des femmes immigrantes et des minorités visibles, le Centre interculturel Monchanin et l'Institut d'histoire de l'Amérique française. Elle a rédigé un rapport sur les Musulmans francophones à la demande du Département d'études religieuses de l'Université Concordia et un article sur la population arabophone du Québec dans le numéro de la revue *Forces* consacré aux communautés culturelles (n° 73, 1986). Portant un intérêt particulier au monde musulman, madame Salem a contribué à un ouvrage portant sur les pays islamiques, et préparé par le Center for International and Strategic Studies de l'Université Georgetown. Elle a aussi présenté des communications au Colloque sur l'état des études sur le Moyen-Orient à l'occasion du Congrès du Centre québécois des relations internationales (Calgary, été 1986), au Comité conjoint de la Chambre des Communes et du Sénat sur les affaires extérieures. Elle a préparé un dossier sur les conflits religieux au Moyen-Orient.

III

LA CRÉATION ET LA DIFFUSION DE LA CULTURE

Responsable: Monsieur Norman Ryan

Ce chantier s'est progressivement mis en place au cours de l'année 1986-1987. Il a d'abord intégré certaines activités déjà en cours avant sa création. On procède actuellement à l'élaboration d'une problématique d'ensemble qui permettra de nouveaux projets.

L'évolution d'une institution: la formation des maîtres

Entreprise dans une perspective socio-historique, cette recherche, sous la direction de madame Thérèse Hamel avec la collaboration de monsieur M'hammed Mellouki, a pour but d'étudier les grandes transformations intervenues dans la formation des maîtres au Québec et d'analyser les principaux enjeux qui ont provoqué son transfert des écoles normales à l'université. L'analyse des données relatives à la partie documentaire du projet est terminée et le rapport de recherche est présentement en cours de rédaction.

Madame Thérèse Hamel, en collaboration avec monsieur Pierre Poulin, a assumé la direction du onzième cahier de *Questions de culture* intitulé: *Devenir chercheur-e: itinéraires et perspectives*. Dans le cadre de ce cahier, elle a signé, avec monsieur Pierre Poulin, le texte de présentation ainsi que les articles suivants: «Devenir chercheur en sciences humaines hier et aujourd'hui»; «Sens pratique et efficacité. La recherche industrielle vue par Daniel Langlais»; «Formation des jeunes chercheurs et développement de l'emploi scientifique». Madame Hamel a également publié, dans le *Bulletin du regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs du Québec*, un article intitulé: «Le congrès des métiers et du travail du Canada et la question scolaire, 1886-1944». Elle a également signé, dans *Labour/ Le travail*, un article: «L'obligation scolaire au Québec: enjeu pour le mouvement

syndical et agricole». Invitée par *The Ontario Institute for Studies in Education*, elle a donné une conférence sur l'histoire de la formation des maîtres. Monsieur Mellouki a publié, dans le onzième cahier de *Questions de culture*, un article intitulé: «Une idée, un mouvement: le chercheur-étudiant». Conjointement avec madame Thérèse Hamel, il a également présenté une communication, à l'Université Laval, sur la recherche concernant l'histoire de la formation des maîtres.

Nouvelles technologies et vie quotidienne

Amorcé en janvier 1985, le projet sur les nouvelles technologies et la vie quotidienne, dirigé par madame Laurence Lamontagne, aborde l'impact de la micro-informatique sur nos acquis culturels. Les études pertinentes sur le sujet ont été repérées et analysées. Le dossier concernant la partie historique a été complété et analysé. Ont également été colligés les articles de la presse écrite de 1970 à 1986. Un questionnaire axé sur les technologies nouvelles, l'organisation du temps et de l'espace, les perceptions et l'expérience pratique a été présenté à plus de 500 étudiants du secondaire I au secondaire V. Le rapport est en cours de rédaction.

Dans le prolongement de ses travaux sur *L'hiver dans la culture québécoise*, madame Lamontagne a été invitée à prononcer une conférence devant les membres de l'Association de climatologie du Québec. Elle a publié, en outre, dans la revue mexicaine *Plural* (février 1987), un article intitulé: «El invierno en Quebec, origen y patron de una cultura».

L'évolution des pratiques journalistiques

Depuis la Seconde Guerre mondiale, des changements sociaux, politiques et économiques ont transformé les conditions de la pratique professionnelle des journalistes et, en conséquence, ont modifié les modalités de diffusion de la culture par les médias. Un projet de recherche s'intéresse à ces transformations et s'interroge sur leurs causes. Les responsables du projet, messieurs Florian Sauvageau et Jean de Bonville, professeurs au Département d'information et de communication de l'Université Laval, et monsieur Gilles Lesage, journaliste au journal *Le Devoir*, ont centré leur étude sur le cas montréalais. Ils ont retenu des quotidiens représentatifs de divers types de journaux: *Le Devoir*, *La Presse*, *The Montreal Star*, *The Gazette*, *Montréal-Matin*, *Le Journal de Montréal*.

Les données de l'analyse effectuée en 1985-1986 ont été saisies sur ordinateur (grâce à l'assistance du Centre de traitement de l'information et du Département d'information et de communication de l'Université Laval) et traitées sur le logiciel SAS. À partir de ces données, un rapport préliminaire a été préparé.

La première phase de l'analyse de contenu visait à décrire les caractères sémantiques des messages. Une seconde phase permettra la collecte d'observations sur l'évolution à la fois sémantique et stylistique des articles. Des analyses de

type «différentiel sémantique» ont été préparées sur un ensemble de titres et d'amorces d'articles. On veut ainsi mesurer la stabilité des habitudes d'écrire journalistiques et repérer les facteurs en évolution. Cette phase comprend aussi une observation systématique de l'évolution de la morphologie des journaux. Les travaux d'analyse ont été réalisés par un assistant de recherche, monsieur Marc Deschênes, sous la responsabilité de monsieur Jean de Bonville.

L'analyse de l'organisation de la pratique journalistique s'est poursuivie. Monsieur Roger Zaoré a complété la collecte et l'indexation des conventions collectives. Monsieur Florian Sauvageau prépare un rapport préliminaire sur l'évolution des relations de travail à la lumière des conventions collectives.

La troisième étape de la recherche consistera en une série d'entrevues avec des journalistes. Ces entrevues permettront de recueillir le point de vue des acteurs eux-mêmes sur l'évolution de leur pratique professionnelle et de vérifier les observations recueillies par ailleurs.

Culture et science de la culture

Monsieur Fernand Dumont poursuit ses recherches sur la théorie de la culture et la pratique des sciences humaines. Son ouvrage sur le fondement des sciences religieuses, *L'Institution de la théologie*, paraîtra l'automne prochain. L'ouvrage a fait l'objet d'une soutenance de thèse à l'Université Laval, en avril 1987; l'Université a décerné à son auteur le doctorat en théologie. À la demande des Éditions de l'Hexagone, monsieur Dumont a réuni un certain nombre de ses études sur la science et la philosophie de la culture dans un livre qui paraîtra également à l'automne sous le titre: *Le sort de la culture*.

Monsieur Dumont a dirigé la publication d'un ouvrage collectif, *Une société des jeunes?* (IQRC) où il a rédigé un chapitre: «Âges, générations, société de la jeunesse». Il a, en outre, publié les études suivantes: «Mutations culturelles et philosophie» dans *Philosophie et culture*, Actes du XVIIe Congrès mondial de philosophie, 1986; «Urgence et tradition de la philosophie», dans *Urgence de la philosophie*, PUL, 1986; «Les laïcs: un thème à rajeunir», dans *Communauté chrétienne*, 26, 15, janvier-février 1987.

Monsieur Dumont a été invité à prononcer une conférence sur «Pouvoir et culture» au Congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française (octobre 1987) intitulée: «Situation de l'éthique». Il a participé au congrès du Mouvement Desjardins où il faisait partie d'une table ronde sur les orientations du Mouvement. Monsieur Dumont a été invité, à titre d'expert, à la Commission parlementaire sur la constitution (mai 1987).

IV

LES TENDANCES SOCIOCULTURELLES

Responsable: Monsieur Simon Langlois

Le projet principal: un tableau des tendances

Les travaux de ce nouveau chantier portent sur l'étude des tendances socioculturelles entendues au sens large: vie quotidienne, pratiques culturelles, conditions de vie et styles de vie, sociabilité, loisirs et temps libre, consommation des masse-médias, etc. L'année 1986-1987 a été consacrée à l'identification du domaine à couvrir et des indicateurs susceptibles de caractériser les tendances. Une première analyse de l'évolution des mesures retenues a été amorcée et elle se poursuivra en 1987-1988.

Les indicateurs ne sont pas choisis en vue de vérifier une théorie particulière du changement social, ni pour illustrer une tendance dominante (par exemple, la montée de l'individualisme dans les sociétés contemporaines). On sait par ailleurs qu'un grand nombre d'indicateurs du changement social habituellement utilisés, dans les analyses scientifiques et dans les débats publics, reflètent l'époque où la majorité de la population passait le plus clair de son temps à travailler, où la survie était un défi quotidien: chômage, niveau de vie en dollars constants, pauvreté, professions et position sociale étaient et sont encore des indicateurs privilégiés pour l'étude de la structure sociale. Sans nier la pertinence de ces mesures, il est nécessaire d'en développer d'autres qui puissent révéler les mutations sociales en cours (possession d'une résidence secondaire, consommation des médias de masse, voyages des touristes à l'étranger, etc.), indicateurs qui seront le plus souvent pris en dehors de la sphère du travail afin de mettre en évidence de nouvelles tendances.

Ce projet est mené uniquement à partir de sources secondaires; l'appareil statistique de l'État s'est développé considérablement depuis trente ans et il existe maintenant une variété de mesures de différents aspects de la vie des individus et

des ménages. Il est par ailleurs possible de faire une analyse secondaire d'un certain nombre d'enquêtes. On travaillera le plus possible à partir de séries statistiques continues et de données comparables disponibles au moins à trois moments différents, exigences minimum pour dégager une tendance. Dans un premier temps, on dressera un portrait d'ensemble des tendances retenues, en remontant le plus souvent possible au début des années soixante et en dégageant les variations observables dans les sous-groupes pertinents (classe d'âge, groupement professionnel, langue maternelle, sexe et mode de vie familial surtout). Il s'agit de constituer une sorte de tableau des indices permettant de mesurer les grands vecteurs de l'évolution des genres de vie au Québec. On cherchera ensuite à relier les tendances entre elles, afin de dégager des macro-tendances, des covariations et des divergences.

De telles recherches sur les tendances se développent ailleurs dans le monde et il est apparu fructueux d'envisager, dès le départ, une analyse comparative avec d'autres pays. L'équipe responsable du projet est reliée à un réseau international qui comprend des équipes de France, des États-Unis et de la République fédérale allemande, groupe qui a tenu une première réunion de travail à Paris en mai 1987. Le but de cette rencontre était d'établir une problématique d'ensemble et une liste commune de domaines et d'indicateurs susceptibles d'être comparés. L'Institut a accepté d'assurer le secrétariat de ce groupe international.

Le projet est dirigé par monsieur Simon Langlois, responsable du chantier, qui demeure professeur à demi-temps au Département de sociologie de l'Université Laval. Monsieur Jean-Paul Baillargeon, dont les services sont prêtés par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, travaille à ce projet à titre de chercheur. Monsieur Gary Caldwell s'est joint à l'équipe au printemps 1987 et monsieur Jean-Pierre Simard, agent de recherche, a été embauché au printemps 1987.

Le chômage des jeunes

Le chantier sur les tendances socioculturelles sera axé autour d'un projet majeur auquel travailleront tous les membres de l'équipe. Se grefferont à ce projet quelques études sectorielles qui visent à creuser plus en profondeur certaines tendances ou certains aspects. C'est ainsi qu'un projet de recherche sur le chômage des jeunes, qui a débuté en septembre 1984 sous la direction de madame Madeleine Gauthier, a été rattaché au chantier. D'autres projets sont actuellement en cours d'élaboration et ils pourront éventuellement être amorcés dès l'an prochain. Dans tous les cas, un effort particulier sera mis à établir des liens étroits avec le projet principal sur les tendances.

La recherche sur le chômage des jeunes poursuit deux objectifs complémentaires: fournir une vision d'ensemble du discours sur la question du chômage, par l'analyse de travaux scientifiques, d'articles de revues et de journaux depuis le début des années 1970; mettre en lumière les transformations de la culture au moyen d'une enquête auprès de jeunes chômeurs et par l'observation d'associa-

tions de jeunes préoccupées par la question du chômage. La cueillette de données s'est effectuée dans diverses localités du Québec, par le moyen d'entrevues auprès de jeunes et à l'aide de la technique du «journal de chômeur». L'année a été consacrée à terminer la cueillette des données et à les analyser.

L'équipe était composée, en plus de madame Gauthier, de monsieur Edward Berryman, assistant de recherche et de monsieur Marc-André Lessard, professeur au Département de sociologie de l'Université Laval, qui a agi comme conseiller. Ce projet a bénéficié d'une subvention du Conseil québécois de la recherche sociale.

La rédaction d'un rapport de recherche sera terminée à l'automne 1987. La recherche a donné lieu à la publication de deux articles, signés par madame Gauthier: «Les associations de jeunes», dans l'ouvrage dirigé par monsieur Fernand Dumont, *Une société des jeunes?*, IQRC, 1986, et «Les jeunes sans emploi sont-ils pauvres?», *Les nouveaux visages de la pauvreté*, IQRC, 1987.

Autres activités des chercheurs

Monsieur Simon Langlois a publié les travaux suivants durant l'année 1986-87: «Les familles à un et à deux revenus: changement social et différenciation socio-économique», dans John Carlsen et Jean-Michel Lacroix (dir.), *Culture et société au Canada en période de crise*, Ottawa, Association des Études canadiennes, 1987; «Masses, modes de vie et éclatement de la masse», dans J. Zylberberg (dir.), *Masses et postmodernité*, Paris, Méridien/KLINCKSIECK, 1986; «Status Inconsistency and Consumption in Canadian one Earner and two Earners Families», dans Herman Strasser et Robert W. Hodge (dir.), *Status Inconsistency in Modern Societies*, Duisburg (R.F.A.), Verlag der Sozialwissenschaftlichen Kooperative, 1986; «Les jeunes chercheurs au Québec: un diagnostic», *Questions de culture*, 11, 1986; «Les seuils de pauvreté» dans *Les nouveaux visages de la pauvreté*, IQRC, 1986; «Les Cégeps vingt ans après» (avec Gary Caldwell), *Recherches sociographiques*, 3, 1986; «Les rigidités sociales et l'insertion des jeunes dans la société québécoise», dans *Une société de jeunes?*, IQRC, 1986. Monsieur Langlois a dirigé avec monsieur François Trudel, la publication d'un cahier de l'ACFAS: *La morphologie sociale en mutation au Québec* (1986).

Monsieur Langlois a présenté les communications suivantes: «Biais systématiques et mesures de la pauvreté», Congrès de l'ACFAS, 1987; «L'ordinateur et la culture», 4e Congrès annuel sur l'ordinateur en éducation, Université McGill, novembre 1986; «L'ombudsman vu par les journalistes de la presse anglophone du Canada», en collaboration avec Florian Sauvageau, *Congrès des sociétés savantes*, Winnipeg, 1986. Il a prononcé la conférence d'ouverture au Congrès de l'association des centres d'accueils du Québec, en juin 1986. Monsieur Langlois a terminé, en 1987, son mandat de président de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française et il a été élu membre du Conseil d'administration de l'ACFAS en mai 1987. Il est éditeur de la revue *Recherches sociographiques*; il a été président du jury concernant les sciences sociales du fonds FCAR.

Monsieur Jean-Paul Baillargeon a dirigé la rédaction d'un ouvrage collectif, *Les pratiques culturelles des Québécois. Une autre image de nous-mêmes*, publié en 1986 par l'Institut. Cet ouvrage propose plusieurs bilans sur l'évolution de diverses activités culturelles et de loisirs depuis les années 1970, en tâchant de dégager leur portée dans l'ensemble de la société. Monsieur Baillargeon a publié un article dans la revue *Recherches sociographiques*, «Mariages religieux et mariages civils au Québec, 1970-1985» (1987, 2). Il est membre du Comité consultatif national de la statistique culturelle de Statistique Canada et du Comité d'orientation des statistiques culturelles du Bureau de la statistique du Québec.

Madame Madeleine Gauthier a dirigé la préparation d'un cahier de la série «*Questions de culture*» publiée par l'Institut: *Les nouveaux visages de la pauvreté* (1987). Ont aussi collaboré à ce cahier, mesdames Louise Brunet et Danie Desrosiers, messieurs Pierre Hamelin et Marc-André Lessard. Madame Gauthier a été invitée à une rencontre provinciale des agents régionaux du programme «Jeunes volontaires» où elle a donné une communication sur le chômage des jeunes. Elle est membre du Comité scientifique pour l'organisation d'un Colloque international sur l'adolescence, à l'initiative du Mont-Saint-Antoine de Montréal. Elle fait aussi partie du Conseil d'administration d'une Maison de jeunes et elle a présenté, en collaboration avec deux autres membres, un mémoire à la Commission d'enquête sur les services sociaux et de la santé. À la suite de ses recherches antérieures sur les nouveaux mouvements religieux, madame Gauthier a publié un article dans la revue *Studies in Religion/Sciences religieuses* intitulé: «La «science cosmique» est-elle une science ou une religion?». Un second article est paru dans *Les Cahiers de recherche en sciences de la religion* sous le titre: «Le problème de la définition sociologique de la gnose». Madame Gauthier a donné aussi une communication, au colloque de l'ACFAS au printemps 1986, sur les représentations religieuses et scientifiques.

V

LES HISTOIRES RÉGIONALES

Responsable: Monsieur Fernand Harvey

Rappelons une fois de plus que le principal objectif de ce chantier est de réaliser des synthèses historiques sur différentes régions du Québec, des origines à nos jours, en considérant les grandes dimensions de leur évolution: cadre géographique, démographie et peuplement, structure économique, organisation sociale, culture et religion. Tout en s'appuyant sur une méthodologie historique rigoureuse, chaque synthèse se veut accessible au grand public et abondamment illustrée, à l'exemple de l'*Histoire de la Gaspésie* déjà publiée.

Parallèlement aux synthèses historiques, on produit des instruments de travail en rapport avec les études régionales, notamment des bibliographies et des inventaires divers.

Les synthèses en cours

La première rédaction de l'*Histoire des Laurentides*, sous la direction de monsieur Serge Laurin, est achevée. En collaboration avec monsieur Yves Martin, l'auteur procède maintenant à la révision du manuscrit en vue de la publication. Ce travail, ainsi que la recherche cartographique et iconographique, devraient être terminés à la fin de l'année 1987, de sorte que la parution de l'ouvrage est prévue pour 1988.

Le projet d'Histoire des Cantons de l'Est est sous la direction de monsieur Jean-Pierre Kesteman, professeur au Département d'histoire de l'Université de Sherbrooke, avec la collaboration de monsieur Peter Southam du même département. Les travaux préliminaires réalisés par ces deux chercheurs et monsieur Daniel Fournier devront être mis en forme au cours de l'année 1987-1988, en vue de la production d'un manuscrit final. Diverses occupations personnelles ont empêché

les responsables de poursuivre leurs travaux en ce sens au cours de l'année 1986-1987.

Le projet d'Histoire du Bas-Saint-Laurent est sous la direction de monsieur Jacques Lemay, professeur d'histoire à l'Université du Québec à Rimouski. L'équipe de rédaction comprend, en outre, messieurs Antonio Lechasseur, chercheur à l'IQRC, Yvan Morin, professeur d'histoire au Cégep de Rimouski, Bruno Jean, professeur de sociologie à l'UQAR et Jean-Charles Fortin, étudiant gradué à l'UQAR. Au cours de l'été 1987, messieurs Guy Massicotte et Fernand Harvey se sont joints à l'équipe pour la rédaction de certains chapitres. L'équipe espère mener à terme la rédaction de la dizaine de chapitres qui restent (sur un total de 21) au cours de l'année 1987-1988.

Le projet d'Histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean est également en bonne voie de réalisation. Sous la responsabilité administrative de monsieur Pierre Jacques, professeur d'histoire à l'Université du Québec à Chicoutimi, l'équipe de rédaction est composée de deux chercheurs de l'IQRC, messieurs Camil Girard et Normand Perron. Au cours de l'année qui s'achève, l'équipe a également bénéficié de la collaboration de messieurs Étienne Troestler, professeur de géographie au Cégep de Jonquière et Jean Tremblay, assistant de recherche. Des dix-sept chapitres prévus, six sont terminés et plusieurs autres sont en voie de rédaction.

Un nouveau projet a été lancé par l'Institut en juin 1987. Il s'agit de l'Histoire de l'Outaouais, sous la direction scientifique du professeur Chad Gaffield, du Département d'histoire de l'Université d'Ottawa. L'équipe comprend également monsieur Pierre-Louis Lapointe, historien et directeur des Archives nationales du Québec dans l'Outaouais qui agit comme directeur administratif et monsieur Jean-Louis Grosmaire, professeur de géographie au Cégep de l'Outaouais. Monsieur André Larose se joindra à l'équipe à partir de l'automne 1987. Au cours de l'été 1987, des travaux préliminaires ont été entrepris afin de mieux connaître l'évolution des structures administratives régionales. Le travail de recherche proprement dit débutera à l'automne 1987 pour s'étendre sur une période de trois ans.

Par ailleurs, un groupe de chercheurs s'active depuis peu à mettre sur pied une campagne de financement en vue d'une Histoire de la Côte-du-Sud. Cette campagne devrait permettre à cette région de devenir la prochaine à faire l'objet d'une synthèse historique. Rappelons, en effet, que l'Institut a pour objectif d'impliquer financièrement les régions dans leur projet d'histoire régionale dans une proportion d'environ 50 %. Madame Diane Saint-Pierre, présidente du Groupe de recherche sur l'Histoire de la Côte-du-Sud, a collaboré à la mise sur pied du comité de financement, avec la collaboration de messieurs Louis-Philippe Bonneau et Arthur Labrie et de monseigneur Léon Bélanger. Monseigneur André Gaumond, évêque du diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et monsieur Rémi Métivier, président des Industries Provinciales Ltée (IPL) de Saint-Damien ont accepté d'être les patrons d'honneur de la campagne de financement. Le comité est présidé par monsieur André Rousseau, ex-ministre de l'Industrie et du Commerce et comprend également outre les noms cités plus haut messieurs Jean-Paul Cloutier, ex-ministre des Affaires sociales et Gabriel Loubier, ex-ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

Les instruments de travail

Poursuivant sa politique de doter les différentes régions du Québec d'instruments de travail susceptibles de préparer les projets de synthèses en histoire régionale, tout en encourageant par ailleurs la recherche régionale en général, l'Institut a continué la publication de sa collection de bibliographies régionales. Jusqu'ici, la collection comprend sept volumes: *Île Jésus* (1983), *Charlevoix* (1984), *Laurentides* (1985), *Côte-du-Sud* (1986), *Centre du Québec/Bois-Francs* (1986), *Îles-de-la-Madeleine* (1987) et *Lanaudière* (1987). Six manuscrits de bibliographies régionales sont également terminés et font l'objet de révision en vue de leur publication: *Gaspésie* (Marc Desjardins), *Rive-Sud de Québec* (Françoise Demontigny et Andrée Dussault), *Beauce* (Jean-René Breton), *Côte-Nord* (Gaston Saint-Hilaire), *Côte-de-Beaupré/Île d'Orléans* (Diane Bélanger et Monique Villemure), *Outaouais* (Nennie de Varennes et Pierre-Louis Lapointe), *Haut-Saint-Laurent* (Monique Perron). Par ailleurs, monsieur Antonio Lechasseur poursuit ses recherches pour compléter la *Bibliographie du Bas-Saint-Laurent*.

L'encadrement scientifique des chercheurs et la révision des manuscrits des bibliographies régionales sont assumés par madame Andrée Raiche-Dussault, agente de recherche à l'Institut.

Parmi les autres instruments de travail en voie d'élaboration, citons le *Guide des Archives du Centre du Québec et des Bois-Francs*, sous la direction de monsieur Yves Beauregard et le *Guide des archives paroissiales et de fabrique de la Côte-du-Sud*, sous la responsabilité de madame Diane Saint-Pierre et de monsieur Yves Hébert. Entrepris grâce à des subventions du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, ces deux projets devraient s'achever en 1987-1988. Quant au recueil de statistiques démographiques de monsieur Antonio Lechasseur intitulé *Municipalités et paroisses du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine: populations et limites territoriales, 1851-1981*, il est paru sous forme de microfiches à l'automne 1987.

Mieux connu sous le nom d'HISCABEQ, à cause de la banque de données ordinolingue qui accompagne sa version imprimée, l'inventaire bibliographique d'histoire du Québec et du Canada est sous la direction de monsieur Paul Aubin, assisté de monsieur Louis-Marie Côté. L'Institut a déjà publié deux tranches de cette importante bibliographie. Une troisième tranche vient de paraître couvrant les ouvrages publiés entre 1946 et 1965. Ce qui porte à plus de 63 000 le nombre des références. Une quatrième tranche est en cours et concerne les ouvrages publiés entre 1981 et 1985. Ce nouveau projet arrivera à terme dans deux ans.

La contribution des institutions

Comme par les années passées, diverses institutions ont contribué au financement des travaux sur les histoires régionales. Nous nous bornerons à énumérer brièvement les principales, en soulignant que leur collaboration a été et demeure essentielle à la réussite de cette vaste entreprise.

Le projet d'Histoire des Laurentides a bénéficié du soutien du Cégep de Saint-Jérôme. Pour sa part, l'Université de Sherbrooke a continué d'appuyer le projet d'Histoire des Cantons de l'Est. Dans le Bas-Saint-Laurent, le projet a pu compter sur l'appui de l'UQAR, des Cégeps de Rimouski, de Rivière-du-Loup et de Matane, de même que de la Société nationale des Québécois de l'Est du Québec et de certaines personnalités telles que madame Lisette Morin.

Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, l'UQAC et les quatre cégeps régionaux (Jonquière, Chicoutimi, Alma et Saint-Félicien) ont continué de promouvoir le projet en collaboration avec la Société historique du Saguenay et plusieurs autres organismes.

Le nouveau projet d'Histoire de l'Outaouais a pu bénéficier des ressources de l'Université du Québec à Hull, de l'Université d'Ottawa, de l'Université Carleton, du Cégep de l'Outaouais, de la Commission de la capitale nationale, du Conseil régional de la culture de l'Outaouais et de l'Institut d'histoire et de recherche de l'Outaouais.

Dans chaque région, un comité de financement a été mis sur pied, en collaboration avec monsieur Georges Lamy, directeur administratif de l'Institut.

Autres activités des chercheurs

Au cours de l'année 1986-1987, le directeur du chantier, monsieur Fernand Harvey, a participé à plusieurs congrès, notamment celui de l'Association des études canadiennes tenu à l'Université McMaster (Hamilton) en juin 1987, à titre de président de cette association. Il a également siégé au Conseil international des études canadiennes qui tenait une réunion au même endroit.

Monsieur Harvey a aussi donné trois conférences: «La crise des valeurs face à la montée des sciences et des technologies», dans le cadre d'un symposium organisé par le siège social de l'Université du Québec (septembre 1986); «Les orientations du développement régional: quelle place pour le «social»?», à l'invitation de l'Office de planification et de développement du Québec (avril 1987); «Les études régionales», à l'invitation de l'Institut d'histoire et de recherche de l'Outaouais, lors de son congrès annuel tenu à Gatineau (juin 1987).

Monsieur Camil Girard a poursuivi son mandat à titre de président du Comité d'histoire régionale de la Société historique du Canada. Il a aussi participé au Comité d'évaluation de l'Association des archivistes du Québec. Il a publié un article intitulé: «Le *Times* de Londres et le Canada: l'ère Northcliffe, 1908-1922», dans le *British Journal of Canadian Studies* (juin 1986).

Monsieur Normand Perron était l'invité du Groupe de recherche SOREP à l'Université du Québec à Chicoutimi, en mai dernier, dans le cadre d'un séminaire sur l'agriculture au Saguenay aux 19e et 20e siècles.

Enfin, monsieur Chad Gaffield, chercheur associé, a publié en 1987 un ouvrage intitulé *The Origins of the French-Language Controversy in Ontario* (McGill-Queen's University Press).

Deuxième partie

ACTIVITÉS ET SERVICES

Comme à l'accoutumée, nous avons regroupé dans cette partie du Rapport les informations concernant les activités, les publications et les services de base de l'Institut.

Ces activités et services, soutien ou complément de la recherche, constituent une part importante de la vie scientifique de l'Institut. Au cours de la dernière année, ceux-ci ont été affectés par les contraintes financières qui ont pesé sur l'Institut.

L'Institut a d'ailleurs été amené à réexaminer la structure de son financement, et à considérer la nécessité de recourir plus largement aux subventions et aux commandites pour l'avenir.

I

LES ACTIVITÉS

Responsable: Monsieur Léo Jacques

Au fil des ans, le volet des activités s'est enrichi et diversifié assurant ainsi à l'Institut un plus grand rayonnement au sein de la collectivité québécoise. Ponctuelles ou permanentes, ces activités se veulent complémentaires à la recherche tout en étant accessibles tantôt au grand public, tantôt à un groupe spécifique.

Séminaires, colloques, ateliers

Au Manoir du Lac Delage se tenait les 17 et 18 avril 1986, la deuxième rencontre sur la recherche culturelle, organisée par l'Institut. Cet événement réunissait une quarantaine de participants provenant de vingt-cinq ministères et organismes publics effectuant des recherches à caractère culturel. Outre la mise en commun d'expériences de recherche en milieu gouvernemental, cette rencontre visait notamment à discuter des objets de la recherche culturelle et à examiner la contribution de ces organismes aux infrastructures de la recherche. Comme l'an passé, madame Gabrielle Lachance en assurait la coordination.

Le sociologue français Henri Mendras était l'invité de l'Institut le 27 février 1987. À cette occasion, il a prononcé une conférence ayant pour thème «le changement social: vers une étude comparative dans les sociétés industrielles avancées». Professeur invité à l'Université de Virginie aux États-Unis, monsieur Henri Mendras est directeur de recherche du groupe Louis DIRN à l'Observatoire français des conjonctures économiques. Les travaux d'un groupe international d'analyse comparative des changements sociaux dans les sociétés industrielles, dont l'Institut fait partie, s'inspireront des recherches de ce groupe français.

Le 23 janvier 1987, au bureau de l'Institut à Montréal, avait lieu une rencontre de spécialistes des études ethniques au Québec, sous la présidence de monsieur

Fernand Dumont. Cette réunion avait pour but de contribuer à préciser les besoins de recherche dans ce secteur, au Québec, et de recueillir les suggestions des participants quant à la redéfinition des objectifs du chantier sur les communautés ethnoculturelles.

Les concours

Le Prix Edmond-de-Nevers 1987 fut attribué à monsieur Denis Goulet de l'Université du Québec à Trois-Rivières pour la qualité de son mémoire de maîtrise en études québécoises. Cette recherche a été dirigée conjointement par messieurs Serge Gagnon et Guildo Rousseau. Le lancement de l'ouvrage intitulé *Le commerce des maladies. La publicité des remèdes au début du siècle* eut lieu à l'Institut, le 1er mai. À cette occasion, le lauréat a reçu la médaille Edmond-de-Nevers, création originale de madame Dominique Audette, artiste de Québec. En plus de décerner le Prix Edmond-de-Nevers, les membres du jury ont accordé trois mentions à titre honorifique aux finalistes: Marie Gagnon, *1968: théorie et praxis de «Tel quel» dans «Logiques» et «Nombres» de Sollers* (McGill); Dominique Garand, *Du polémique: la querelle entre régionalistes et exotiques au Québec* (Sherbrooke); Alain Beaulieu, *Convertir les fils de Caïn. Jésuites et Amérindiens en Nouvelle-France (1632-1642)* (Laval).

Madame Jeanne Maheux, directrice des études du 1er cycle à la Télé-Université présidait ce jury. Elle était entourée de mesdames Monique Benoît, du Département de littérature de l'Université Laval, Brigitte Dumas, du Département de sociologie de l'Université de Montréal, Suzanne Lemerise, du Département d'arts plastiques de l'Université du Québec à Montréal et de monsieur René Hardy, du Département des sciences humaines à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Chaque membre du jury s'acquitta avec générosité de la tâche ardue de sélectionner un gagnant parmi les trente-deux candidatures. Ces inscriptions provenaient de sept universités québécoises et d'une dizaine de champs d'étude différents. La moitié des inscriptions originaient des Départements d'histoire et de littérature.

Le concours *Mémoire d'une époque*, par sa formule et par la clientèle visée, a contribué à la constitution d'un fonds d'archives orales au Québec tout en favorisant la participation populaire à une activité scientifique.

Cette année, 173 récits de vie ont été recueillis. Quatorze équipes finalistes furent retenues par un jury préliminaire. L'animateur Roger Baulu, la comédienne Juliette Huot ainsi que la professeure Gabrielle Frémont, chargée de cours à l'Université Laval, formaient le jury final, chargé de déterminer les trois équipes gagnantes.

Le premier prix fut décerné à monsieur Jos Carducci, de Sainte-Adèle, qui était interviewé par sa nièce madame Lisa Carducci. Madame Alice Fréchette-Vincent, de Saint-Liguori et son fils monsieur Jean-Charles Vincent se sont mérités le deuxième prix. L'équipe composée de monsieur Léon Roy, de Lévis, et de sa belle-soeur, madame Pauline Normand reçut le troisième prix. Une mention honorable fut accordée à monsieur Yvon Fournier, de Montréal, et à sa belle-fille, madame Claudette Beaudoin.

La remise des prix aux gagnants eut lieu le 7 novembre 1986 au Château Frontenac lors d'une réception réunissant les finalistes, les membres du jury et les responsables du concours.

Les récits de vie sont déposés aux Archives nationales du Québec et peuvent être consultés sur place par toute personne intéressée. Précisons que les Archives nationales du Québec à Rimouski et au Saguenay-Lac-Saint-Jean possèdent une copie des entrevues réalisées auprès d'informateurs nés dans ces régions.

Le concours *Mémoire d'une époque* a été suspendu pour l'année 1987 en raison de sérieuses contraintes budgétaires. Cette interruption se veut provisoire; une décision sera prise au cours des mois à venir quant à la reconduction ou non de cette activité.

Salons du livre, congrès

L'Institut a été présent à diverses manifestations comme les salons du livre, les congrès scientifiques. En participant à de telles activités, l'Institut supporte de façon tangible des organismes oeuvrant dans les domaines culturel et scientifique tout en bénéficiant de lieux privilégiés qui le mettent en contact direct avec le public et lui permettent de diffuser les résultats de ses recherches.

Cette année fut marquée par une collaboration plus étroite entre l'Institut et les différents éditeurs universitaires du Québec. Une participation conjointe au congrès de l'ACFAS, au Salon du livre de Hull, la tenue d'un kiosque commun au Salon du livre de Québec et de soldes de livres à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université de Sherbrooke sont autant d'expériences qui en témoignent. L'Institut a également exposé ses publications au Salon du livre de Montréal, ainsi qu'au Salon de Jonquière. Par ailleurs, l'Institut a rejoint un public plus spécialisé lors des congrès de l'IHAF, des ethnologues, des sociétés d'histoire. Les États généraux de l'éducation, le congrès de l'Association des commissaires industriels du Québec, le congrès de la Fédération des CLSC, le colloque ICREF... sont autant d'événements auxquels a participé l'Institut.

Au plan international, l'Institut a continué à prendre part à la Foire internationale du livre de Bruxelles et au Salon du livre de Paris. De plus, nos publications furent présentées à Alger dans le cadre de journées culturelles et en Italie.

Les expositions

Les expositions itinérantes ont tenu l'affiche aux quatre coins du Québec et joui d'une popularité constante, comme l'indique le calendrier de la plus récente tournée. Plus d'une trentaine d'organismes socioculturels et scolaires ont collaboré à la présentation de ces expositions, contribuant ainsi à l'animation culturelle de leur milieu.

L'exposition «Ulric Bourgeois (1874-1963), photographe du Québec et de la Nouvelle-Angleterre» vieillit bien. Cinq années de tournée n'ont pas altéré la faveur du public confirmant ainsi l'intérêt incontestable de ces photographies. Le Musée acadien de Bonaventure, le Musée d'histoire de la Gaspésie, la Galerie du Vieux Couvent de Carleton, le Carrefour socioculturel de Matane, le Centre d'exposition de Gatineau, le Collège de l'Outaouais et le Centre biblio-culturel de Montréal-Nord furent les hôtes de cette exposition.

Le calendrier de l'exposition «Quelques facettes de l'histoire de la radio au Québec» fut particulièrement chargé. Laval, Lévis, Charlesbourg, Granby et Matane sont autant de villes qui ont accueilli et apprécié cette page d'histoire visuelle consacrée à la radio. En outre, une collaboration spéciale entre Parcs Canada et l'Institut a permis une présentation enrichie de l'exposition à la salle d'exposition de Parcs Canada à Québec; y étaient exposées des pièces de la collection de CBJ-Radio-Canada à Chicoutimi, du Musée François-Pilote à Sainte-Anne-de-la-Pocatière et d'un collectionneur privé, monsieur Rodrigue Lavoie. Plusieurs milliers de Québécois et de touristes ont défilé dans la salle d'exposition de la rue Buade à compter du 5 novembre jusqu'à la mi-janvier. L'inauguration, sous la présidence conjointe du directeur général de Parcs Canada à Québec, monsieur Gilles Desaulniers, et du secrétaire général de l'Institut, monsieur Léo Jacques, réunissait plus d'une centaine d'invités dont plusieurs des pionniers de la radio à Québec.

L'itinéraire de l'exposition «Histoire des Laurentides» montre l'intérêt des milieux scolaires pour l'histoire régionale. En effet, cette exposition a été inscrite à la programmation des activités pédagogiques des polyvalentes des Deux-Montagnes, de Saint-Jérôme, de Horizon Jeunesse (Laval), et à l'école secondaire Auguste-Norbert-Morin. Par ailleurs, cette exposition s'est arrêtée dans les municipalités d'Oka, de Saint-Adolphe-d'Howard, de Mirabel, de Blainville et de Rosemère.

Les usagers des bibliothèques municipales et scolaires sont les plus susceptibles d'être intéressés par l'exposition intitulée «Du manuscrit au livre». Cette exposition fut présentée aux bibliothèques de Laval-des-Rapides, Brossard, Boucherville, Drummondville, Granby, Matane, Amqui et Rivière-du-Loup.

II

LES PUBLICATIONS

Responsable: Monsieur Léo Jacques

Toute recherche suppose la diffusion de ses résultats et le livre en demeure le véhicule privilégié. Tout en accordant une attention particulière à la présentation visuelle de chacun de ses ouvrages, l'Institut s'est doté d'un système de distribution complet avec la collaboration de Diffusion Prologue Inc. Les publications de l'Institut sont mises en vente dans toutes les librairies dès leur parution. En plus, une douzaine de librairies sont dépositaires du fonds complet des ouvrages de l'Institut, soit à Montréal (4), Québec (3), ainsi qu'à Trois-Rivières, Sherbrooke, Ottawa, Chicoutimi et Joliette. Instauré à titre expérimental pour une année en 1986, le réseau de dépositaires sera maintenu en place.

L'Institut a maintenant un catalogue de 88 titres, dont 19 sont parus au cours de la dernière année.

	1983-1984	1984-1985	1985-1986	1986-1987
• **Nombre de titres**	8	12	16	19
• **Total des pages**	2 266	4 827	5 114	4 694

Ces dix-neuf titres représentent un éventail des divers travaux de recherche menés à l'Institut au cours des dernières années.

Des changements sont à noter pour ce qui est de la collection *Questions de culture*. Chaque numéro se propose toujours de faire le point sur un thème en publiant les résultats de recherche et en ouvrant de nouvelles perspectives de réflexion. Le format et la présentation ont été modifiés. En outre, un nouveau comité préside aux destinées de cette collection. Il est constitué de monsieur Fernand

Dumont, madame Madeleine Gauthier, madame Lise Gauvin, monsieur Léo Jacques, madame Véronique Morin, monsieur Jean-Pierre Proulx et madame Gladys Symons. Il convient de remercier madame Gabrielle Lachance qui a assumé le secrétariat à la rédaction de *Questions de culture* de 1981 à 1987 avec générosité et compétence.

Dirigé par monsieur Gabriel Dussault, le numéro 10 de *Questions de culture* a pour titre *L'État et la culture*. Ce numéro propose d'apporter des éléments de réponse à trois questions: de qui et pour qui est cette culture qui fait l'objet de l'intervention de l'État? Qu'est-ce qui peut bien inciter le pouvoir à intervenir dans ce domaine? Quels sont les enjeux de cette action du pouvoir? Le numéro suivant est consacré aux jeunes chercheurs, sous le titre: *Devenir chercheur-e: itinéraires et perspectives*. Conjuguant l'analyse sur les infrastructures de la recherche, les politiques et les modes de financement, aux témoignages de jeunes chercheurs, les auteurs brossent un tableau de la condition des jeunes chercheurs dans l'état actuel du marché de l'emploi. Il a été élaboré sous la responsabilité de madame Thérèse Hamel et de monsieur Pierre Poulin. Le numéro 12, préparé sous la direction de madame Madeleine Gauthier, esquisse les *Les nouveaux visages de la pauvreté*. Comme le titre l'indique, l'ouvrage veut contribuer à cerner les formes diverses que prend cette réalité toujours présente dans la société actuelle, les manières de réagir comme individu et comme collectivité, les mécanismes mis en place pour y faire face.

La collection *Diagnostic* fait le point sur deux dossiers particulièrement controversés: le libre-échange et l'inflation juridique. Les deux ouvrages ont été respectivement rédigés par messieurs Jean Blouin et Jacques Dufresne.

Dans l'ouvrage *Le libre-échange vraiment libre?*, le journaliste Jean Blouin dégage les lignes de fond du débat sur le libre-échange et discute des enjeux économiques, politiques, sociaux et culturels. Il expose les points de vue des partisans et des adversaires en faisant ressortir les intérêts en jeu.

Le philosophe Jacques Dufresne engage *Le procès du droit*, posant ainsi le problème de l'intrusion grandissante du juridique dans toutes les sphères de l'activité humaine et de ses conséquences sur l'avenir et la qualité de nos relations avec les autres. Il plaide pour un retour à la règle sociale — la solidarité — et à la règle morale comme seul remède possible.

La collection *Diagnostic* est dirigée par un comité formé de messieurs Fernand Dumont, Jean Hamelin, Léo Jacques, Jean Proulx et Norman Ryan qui succède à monsieur Jacques Dufresne à la présidence.

Une société des jeunes?, sous la direction de monsieur Fernand Dumont, est le fruit du colloque portant sur les problèmes actuels des jeunes que tenait l'Institut en octobre 1985. Chercheurs et intervenants situent le monde des jeunes et mettent en lumière leurs aspirations, les conceptions qu'ils se font de leur condition et celles que s'en font les adultes. Ils étudient les milieux de vie et de travail des jeunes et examinent les rigidités de notre société à l'égard de la participation des jeunes aux

projets et aux décisions. Un autre colloque, organisé conjointement par l'Institut et le Centre de recherche en littérature québécoise, a donné lieu à la publication d'un collectif: *L'institution littéraire*, sous la direction de monsieur Maurice Lemire, assisté de monsieur Michel Lord. Voulant mesurer le degré d'affranchissement de la littérature québécoise par rapport à la littérature française, les auteurs examinent divers aspects de l'institution littéraire québécoise. Les uns scrutent la notion d'institution et s'interrogent sur la double allégeance de la littérature québécoise aux XIXe et XXe siècles; les autres évaluent, entre autres, les progrès de l'autonomisation dans les secteurs de l'édition et des prix littéraires.

Dans le cadre d'un projet de recherche mené à l'Institut de 1980 à 1985, madame Vivian Labrie a entrepris une enquête ethnographique sur la culture écrite qui a mené à la publication d'un premier ouvrage: *ABC: trois constats d'alphabétisation de la culture*. Elle tente de voir et de décrire ce qui est redevable à l'écrit dans le quotidien des habitants d'une ville afin d'étudier les transformations qu'implique le passage à une société centrée sur la lecture et l'écriture et de faire un constat de l'alphabétisation acquise. Un deuxième ouvrage paraîtra en 1987.

Ainsi qu'on l'avait annoncé dans le précédent Rapport annuel, la version française de l'ouvrage de monsieur Ronald Rudin, *The Forgotten Quebecers*, est parue sous le titre *Histoire du Québec anglophone, 1759-1980*, dans une traduction de monsieur Robert Paré. Cette synthèse présente les principales composantes de l'histoire de la population anglophone du Québec de 1759 à 1980, notamment au point de vue démographique, ethnique et économique. L'auteur montre que la mobilité de la population anglophone n'est pas un phénomène nouveau mais remonte au milieu du XIXe siècle.

La publication d'une monographie intitulée *Le Parc Sohmer de Montréal, 1889-1919* révèle, par la reconstitution de ce lieu populaire de culture urbaine, une première manifestation durable de capitalisme commercial dans le domaine de la culture et du divertissement à Montréal. Ses auteurs, Yvan Lamonde et Raymond Montpetit, mettent également en lumière les relations culturelles existant entre Montréal et les autres grandes villes du monde, principalement américaines, en cette fin de siècle.

Pour faire suite au volumineux ouvrage sur les *Statistiques culturelles du Québec (1971-1982)*, un collectif d'auteurs, sous la direction de monsieur Jean-Paul Baillargeon, dégage les caractéristiques, les rôles et les significations des activités culturelles et de loisir dans le quotidien des Québécois. Les essais contenus dans *Les pratiques culturelles des Québécois* illustrent, à leur manière, les changements survenus au sein de la société québécoise depuis les quinze dernières années.

L'émergence de nouvelles pratiques en matière de santé a incité les chercheurs Alfred Dumais et Johanne Lévesque à mener une recherche sur le mouvement alternatif en santé. *L'auto-santé: des individus et des groupes au Québec* rend compte de la composition et de l'organisation de ces groupes. En outre, les auteurs analysent les pratiques et les actions de ces groupes parallèles qui ques-

tionnent la pertinence des soins et des services dispensés par le système médical officiel.

Pour sa part, l'ouvrage *Le commerce des maladies* reconstitue les représentations culturelles du corps et de la maladie présentes dans le discours publicitaire des remèdes en vogue au début du siècle. Cette étude de monsieur Denis Goulet, lauréat du Prix Edmond-de-Nevers 1987, montre que la publicité des médicaments participe à la diffusion de la culture marchande et préfigure la société de consommation.

Monsieur Guy Gaudreau a produit un guide sur le Québec forestier constitué d'outils méthodologiques et statistiques de première main. *L'exploitation des forêts publiques au Québec, 1842-1905* vient combler une lacune au niveau de la recherche.

Cinq publications viennent s'ajouter à la collection «Documents de recherche» et s'adressent généralement à un public plus restreint. Deux bibliographies régionales, réalisées dans le cadre du chantier sur les histoires régionales, ont été publiées. Il s'agit de la *Bibliographie du Centre du Québec et des Bois-Francs* comprenant plus de 3 000 titres et dont l'auteur est monsieur Yves Beauregard. La *Bibliographie des Îles-de-la-Madeleine* est l'oeuvre de monsieur Marc Desjardins. Une bibliographie sélective annotée portant sur les années trente fut réalisée sous la direction du Centre populaire de documentation de Montréal et a pour titre *Le choc du passé. Les années trente et les sans travail*. Une étude sur la perception de l'été au XIXe siècle en milieu rural a été effectuée par madame Thérèse Beaudoin et est parue sous le titre *L'été dans la culture québécoise, XVIIe-XIXe siècles*. L'ouvrage *Mémoire d'une époque. Un fonds d'archives orales au Québec*, dirigé par madame Gabrielle Lachance, propose une réflexion sur le concours *Mémoire d'une époque* comme mode de constitution d'archives orales et comme moyen d'animation culturelle tout en abordant des questions d'ordre méthodologique ou théorique reliées à la cueillette de récits de vie, à leur conservation et à leur utilisation à des fins de recherche.

Les membres du Service des publications ont également contribué à la mise au point du *Guide de rédaction et de présentation des manuscrits* qui s'avère un outil de travail indispensable pour les auteurs comme pour les personnes chargées du traitement de texte. Une première édition du *Guide* a été mise en circulation en février.

Notons enfin que l'Institut a accueilli un stagiaire en édition pendant quelques semaines au cours de l'été 1986: monsieur Gilles Vilasco, responsable du Service des publications à l'Université nationale de Côte-d'Ivoire. Ce stage d'observation à l'Institut fut rendu possible grâce à la collaboration du Centre de recherche en développement international du Canada (CRDI) et de l'Université nationale de Côte-d'Ivoire.

III

STRUCTURES ET INFRASTRUCTURES

Dans cette section, on trouvera des informations concernant le personnel, les états financiers et les activités des diverses instances de l'Institut.

Le personnel

Les négociations en vue de la signature d'une première convention collective avec le syndicat représentant le personnel de soutien avaient été entreprises en décembre 1985; elles se sont poursuivies jusqu'en juin pour aboutir à une entente qui a été signée par les représentants des deux parties le 22 août 1986. Cette convention collective sera en vigueur jusqu'au 30 juin 1988.

Un premier concours s'est tenu pour les postes réguliers de chercheur et d'agent de recherche. La convention collective intervenue avec l'Association des chercheurs de l'IQRC (CSN) prévoit que, durant les deux premières années de cette convention, les candidatures sont réservées aux employés de l'Institut. Cette année le Conseil a ouvert un concours pour un poste de chercheur régulier et un poste d'agent de recherche régulier; les candidatures de monsieur Léon Bernier et de madame Paule Obermeir ont été retenues.

Les conditions de travail et de rémunération du personnel non syndiqué ont été approuvées par le Conseil du trésor.

La direction d'un nouveau chantier portant sur l'analyse des tendances socio-culturelles a été confiée à monsieur Simon Langlois, qui a été détaché à demi-temps de l'Université Laval pour occuper cette fonction. Quant au chantier portant sur la création et la diffusion de la culture, il a été pris en charge par monsieur Norman Ryan, qui fut directeur du Service de recherche du ministère de l'Éducation pendant plusieurs années.

Financement

Comparativement à l'année 1985-1986, les revenus de l'Institut ont diminué de 4,46 %, passant de 2 572 977 $ à 2 457 987 $. Cette diminution est attribuable d'une part, à la suppression de l'indexation minimale de 10 % de la subvention du gouvernement du Québec, d'autre part, à une coupure additionnelle de 200 000 $ effectuée en cours d'année. L'effet de ces coupures a été heureusement compensé en partie par un accroissement notable des subventions à la recherche provenant notamment du gouvernement du Canada, celles-ci passant de 166 068 $ à 316 075 $. Les intérêts sur dépôts ont diminué de plus de moitié, soit de 114 786 $ à 53 614 $. Ainsi, il en est résulté une perte nette de 143 780 $ pour l'année terminée le 31 mars 1987.

Les dépenses pour l'année écoulée se sont chiffrées à 2 601 767 $, dont 10,17 % ont été consacrés à l'administration.

Les traitements et les honoraires représentent 73,9 % des dépenses comparativement à 75,3 % pour l'année 1985-1986.

L'actif du fonds de dotation est de 292 460 $, soit une augmentation de 51 326 $ au cours de l'année. Les postes au Conseil du fonds de dotation ont été comblés au cours de l'année par la nomination de monsieur Yvon Daneau, vice-président du Mouvement Desjardins; outre les membres de la direction, le Conseil est formé de messieurs Patrick O'Hara, membre du Conseil et directeur des relations publiques à IBM Canada, Pierre Henry de Pratt et Whitney, et Marcel Curti de APS Consultants.

Activités des instances

Le Conseil de l'Institut s'est réuni à six reprises au cours de l'année. Le Comité exécutif a tenu huit réunions.

De façon succincte, mentionnons qu'il y fut question:

— du statut de l'Institut et du projet d'affiliation à l'Université Laval;

— des orientations de la recherche (plan triennal);

— de la convention collective du personnel de soutien;

— de l'étude et de l'adoption des états financiers 1985-1986;

— du projet de budget 1986-1987;

— de la révision des prévisions budgétaires 1986-1987;

— des prévisions budgétaires 1987-1988;

— des nominations au Comité exécutif;

— des nominations de chercheurs associés;

— de nomination au Conseil du fonds de dotation;

— de la formation du jury pour les postes réguliers 1986-1987;

— des recommandations du jury concernant les postes réguliers;

— du programme de publication;

— d'une politique de disposition des surplus de livres;

— d'une politique de disposition des biens excédentaires;

— du bail du bureau de Montréal.

En outre, six réunions du Comité scientifique eurent lieu au cours de cette même période. Comme à l'accoutumée, les membres du Comité scientifique ont été appelés à examiner les nouveaux projets de recherche, à en évaluer la pertinence et la valeur scientifique.

Troisième partie

DOCUMENTS

DOCUMENT I

LA LOI CONSTITUANT L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

(Lois du Québec, 1979, chapitre 10; sanctionnée le 22 juin 1979;
Lois du Québec, 1985, chapitre 30; sanctionnée le 20 juin 1985;
Lois du Québec, 1987, chapitre 11; sanctionnée le 26 mars 1987)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

CONSTITUTION ET COMPOSITION DE L'INSTITUT

Constitution.

1. Un organisme, ci-après appelé «l'Institut», est créé sous le nom de «l'Institut québécois de recherche sur la culture».

Pouvoirs d'une corporation.

2. L'Institut est une corporation au sens du Code civil et il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Mandataire du gouvernement.

3. L'Institut jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

Domaine public.

Les biens de l'Institut font partie du domaine public mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ses biens.

Responsabilité.

L'Institut n'engage que lui-même lorsqu'il agit en son propre nom.

Siège social.

4. L'Institut a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de la situation ou de tout changement du siège social est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Bureaux et séances.

L'Institut peut établir des bureaux aux endroits qu'il détermine; il peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

Composition.

5. L'Institut est formé de neuf membres nommés par le gouvernement, dont cinq après consultation des milieux intéressés par les recherches sur les phénomènes culturels.

Chercheurs de l'Institut.

Au moins trois des membres sont nommés parmi les chercheurs de l'Institut.

Président.

6. Le gouvernement nomme le président-directeur général de l'Institut parmi les membres de ce dernier.

Vice-président.

Les membres de l'Institut désignent, parmi les membres qui n'exercent pas la fonction de président-directeur général, un vice-président.

Fonctions du président.

Le président-directeur général préside les réunions de l'Institut et assume les autres fonctions que l'Institut lui assigne par règlement.

7. Le président-directeur général est responsable de l'administration de l'Institut dans le cadre de ses règlements.

8. L'article 8 de cette loi est abrogé.

Mandat.

9. Le président-directeur général est nommé pour une période qui ne peut excéder cinq ans et les autres membres de l'Institut sont nommés pour quatre ans.

Mandat.

Toutefois, à l'exception du président-directeur général, trois des premiers membres sont nommés pour trois ans.

Renouvellement.

Le mandat d'un membre ne peut être renouvelé consécutivement qu'une seule fois.

Frais et allocation.

10. Les membres de l'Institut autres que le président-directeur général ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions et ils reçoivent une allocation de présence fixée par le gouvernement.

Rémunération, etc.

11. Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général.

Nomination du personnel.

12. L'Institut peut nommer un secrétaire ainsi que tout autre employé requis pour ses opérations. Il peut, pour l'exécution de ses travaux, retenir les services de chercheurs et d'experts à titre d'employés ou autrement.

Rémunération, etc.

La rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du secrétaire, des employés, des chercheurs et des experts sont fixés par l'Institut et approuvés par le gouvernement.

Fonctions continuées.

13. À la fin de leur mandat, les membres de l'Institut demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Vacance.

Sauf dans le cas du président-directeur général, toute vacance survenant au cours de la durée d'un mandat est comblée pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer en suivant le mode de nomination prévu à l'article 5.

Incapacité du président.

14. En cas de vacance ou d'incapacité d'agir du président-directeur général, le vice-président agit comme président-directeur général jusqu'à ce que soit nommé un nouveau président-directeur général ou pendant que dure son incapacité.

15. L'article 15 de cette loi est abrogé.

Quorum.

16. Le quorum de l'Institut est de cinq membres dont le président-directeur général ou le vice-président. En cas de partage égal des voix, le président-directeur général ou, en son absence, le vice-président dispose d'une voix prépondérante.

Conflit d'intérêt.

17. Le président-directeur général de l'Institut ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans toute entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de l'Institut. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation à condition qu'il y renonce ou qu'il en dispose avec toute la diligence possible.

Employés visés.

Tout employé de l'Institut est assujetti au premier alinéa dans les cas prévus par règlement de l'Institut.

Révélation d'intérêt.

Tout autre membre ayant un intérêt dans une entreprise doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président-directeur général et s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.

Réglementation.

18. L'Institut peut faire des règlements pour sa régie interne et l'exercice de ses pouvoirs et notamment pour:

a) constituer un comité exécutif, en déterminer les fonctions et les pouvoirs, et fixer la durée du mandat de ses membres;

b) déterminer les fonctions et pouvoirs du président-directeur général, du vice-président et des autres employés de l'Institut;

c) créer une catégorie de membres affiliés à l'Institut qui n'ont pas droit de vote et ne participent pas à son administration, déterminer leurs conditions d'admission ainsi que leurs droits et obligations;

d) créer des fonds de dotation à même les sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution, à l'exception de celles octroyées par le gouvernement, ses ministères ou organismes, et déterminer les modes d'administration et de disposition de ces fonds.

Publication.

Les règlements de l'Institut adoptés en vertu du présent article sont publiés dans la *Gazette officielle du Québec*.

Authenticité des procès-verbaux.

19. Les procès-verbaux des séances de l'Institut, approuvés par celui-ci et certifiés conformes par le président-directeur général ou par toute autre personne autorisée à le faire par les règlements de régie interne de l'Institut, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de l'Institut ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

SECTION II

FONCTIONS ET POUVOIRS DE L'INSTITUT

Objets.

20. L'Institut a pour objets, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, d'effectuer, d'encourager et de soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels.

Pouvoirs.

21. Dans la poursuite de ses objets, l'Institut peut notamment:

a) concevoir et réaliser les plans et les programmes de recherche nécessaires pour mieux comprendre les transformations de la culture au Québec;

b) promouvoir la collaboration et la concertation des chercheurs travaillant dans le domaine des recherches et des études sur la culture;

c) mettre à la disposition des chercheurs des services et des informations utiles à la réalisation des recherches et des études sur la culture;

d) tenir des réunions, colloques ou séances d'information et publier les résultats des études et recherches de l'Institut ou d'autres organismes poursuivant des buts similaires;

e) concourir, par les résultats de ses études et recherches, et par ses prévisions et ses avis, à l'élaboration et à la révision des politiques culturelles.

Pouvoirs avec autorisation du gouvernement.

22. L'Institut ne peut sans l'autorisation du gouvernement:

a) conclure, conformément à la Loi du ministère des affaires intergouvernementales (1974, chapitre 15), un accord avec tout gouvernement ou organisme gouvernemental;

b) contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement;

c) acquérir des immeubles ou en disposer;

d) prendre un engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement.

Actes prohibés.

23. L'Institut ne peut acquérir des actions d'une autre corporation, ni exploiter des entreprises commerciales. Il ne peut accorder des prêts, des dons ou des subventions.

Acceptation de dons, etc.

24. L'Institut peut recevoir et accepter des dons, legs, subventions ou toute autre contribution.

Autorisation du gouvernement.

Il ne peut cependant accepter des dons, legs, subventions ou autres contributions auxquels sont attachées des charges ou conditions, si ce n'est du gouvernement du Québec, ses ministères ou organismes, sans l'autorisation du gouvernement.

Exécution de mandat.

25. Dans la poursuite de ses objets, l'Institut doit exécuter tout mandat spécifique que lui confie, avec l'approbation du gouvernement, le ministre chargé de l'application de la présente loi.

Dépôt.

Un tel mandat doit être déposé devant l'Assemblée nationale dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement. Si le mandat est approuvé alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il doit être déposé devant elle dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux, selon le cas.

Publication.

L'Institut doit publier les résultats de toute recherche qui lui est confiée par le ministre en vertu des alinéas précédents.

SECTION III

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

[Cette section a été abrogée par la Loi 149 adoptée le 26 mars 1987.]

SECTION IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Exercice financier.

29. L'exercice financier de l'Institut se termine le 31 mars de chaque année.

Rapport.

30. L'Institut doit, à l'expiration des quatre mois qui suivent la fin de son exercice financier, faire au ministre chargé de l'application de la présente loi un rapport de ses activités pour son exercice financier précédent. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire.

Dépôt.

31. Le ministre dépose le rapport de l'Institut devant l'Assemblée nationale dans les trente jours suivant sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

Vérification.

32. Les livres et comptes de l'Institut sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et chaque fois que le décrète le gouvernement. Ses rapports doivent accompagner le rapport annuel de l'Institut.

Ministre responsable.

33. Le gouvernement charge un ministre de l'application de la présente loi.

1973, c.12, a. 2, mod.

34. L'article 2 du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (1973, chapitre 12), modifié par l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1974, par l'article 47 du chapitre 41 des lois de 1975, par l'article 9 du chapitre 51 des lois de 1976, par l'article 1 du chapitre 21 et par l'article 232 du chapitre 68 des lois de 1977 et par l'article 105 du chapitre 7, l'article 31 du chapitre 38, l'article 25 du chapitre 18, l'article 31 du chapitre 24 et l'article 53 du chapitre 64 des lois de 1978, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe 15e du premier alinéa, du suivant:

«16e au président, au directeur général et aux employés de l'Institut québécois de recherche sur la culture.»

Entrée en vigueur.

35. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.

DOCUMENT II

LES RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX
(publiés à la *Gazette officielle du Québec* le 27 janvier 1982;
modifiés le 19 juin 1985)

Avis

Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q. chap. 1-13.2).

Règlements généraux

Veuillez prendre avis que le Conseil de l'Institut québécois de recherche sur la culture, à sa séance du 19 juin 1985, a adopté ses règlements généraux, conformément à l'article 18 de la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q. chap. 1-13.2).

Le secrétaire général,
Léo Jacques

Québec, le 16 août 1985.

Règlements généraux

Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q. chap. 1-13.2).

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

«Institut»: l'«Institut québécois de recherche sur la culture»;

«Conseil»: l'«assemblée des membres de l'Institut»;

«Loi»: la «Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture» (L.R.Q. chap. 1-13.2);

«Ministre»: le «ministre chargé de l'application de la loi».

2. Sceau: le sceau de l'Institut est celui dont l'empreinte apparaît ci-dessous.

3. Un exercice financier de l'Institut débute le 1er avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

SECTION II

CONSEIL

4. Le Conseil exerce les droits et pouvoirs de l'Institut.

5. Les pouvoirs suivants sont de la compétence exclusive du Conseil:

1° établir des bureaux de l'Institut;

2° faire des règlements de régie interne de l'Institut;

3° nommer les membres affiliés;

4° en conformité de la loi, a. 22, conclure un accord avec un gouvernement ou un organisme gouvernemental; contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement; acquérir des immeubles ou en disposer; prendre un engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement;

5° décider des orientations et approuver le plan de développement de l'Institut;

6° approuver les prévisions budgétaires;

7° approuver les états financiers;

8° approuver le rapport des activités destiné au ministre et à l'Assemblée nationale;

9° nommer les membres du comité exécutif, en conformité de l'article 10;

10° autoriser tout contrat excédant 150 000 $;

11° fixer des mandats au comité exécutif.

6. Les séances du Conseil ont lieu aussi souvent que l'intérêt de l'Institut l'exige mais au moins quatre fois par année, au siège social ou à tout endroit du Québec fixé par la convocation.

Nonobstant l'alinéa précédent, des réunions du Conseil peuvent être tenues sous la forme de «conférences téléphoniques».

Dans ces cas, nonobstant le paragraphe 1 de l'article 9, le scrutin, lorsqu'il est requis, doit être exprimé clairement.

7. Les membres sont convoqués par le secrétaire général à la demande du président-directeur général ou lorsque quatre membres en font la demande par écrit.

8. Le secrétaire général expédie à chaque membre du Conseil, au moins cinq jours francs avant chaque réunion, un avis écrit de convocation accompagné du projet de compte rendu de la réunion précédente et d'un projet d'ordre du jour. Il peut aussi transmettre un tel avis, sans les projets de compte rendu et l'ordre du jour, par télégramme.

9. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité absolue des voix exprimées des membres présents; en cas de partage égal des voix, le président-directeur général dispose d'une voix prépondérante.

Toutefois, toute modification ou abrogation d'un règlement doit être annoncée dans la convocation et adoptée à la majorité absolue des membres en fonction.

Nul ne peut se faire représenter, ni exercer son droit de vote par procuration à une assemblée du Conseil.

Le vote est pris à main levée. Cependant, un membre peut demander le vote au scrutin secret.

À moins qu'un scrutin n'ait été requis, une déclaration du président du Conseil à l'effet qu'une résolution a été adoptée ou rejetée et une entrée au compte rendu à cet effet, constituent une preuve prima facie de l'adoption ou du rejet de cette résolution sans qu'il soit nécessaire de prouver la quantité ou proportion des votes enregistrés.

Une résolution du Conseil qui porte la signature de tous les membres en fonction a la même validité que si elle avait été adoptée lors d'une réunion.

SECTION III

COMITÉ EXÉCUTIF

10. Le comité exécutif est composé du président du Conseil et de trois autres membres du Conseil, désignés par ce dernier et nommés pour un an, ainsi que du directeur de l'administration et du secrétaire général.

11. Le président-directeur général préside le comité exécutif. En son absence, un président est choisi par les membres présents.

12. Le comité exécutif exerce les droits et pouvoirs suivants:

1° recommande au Conseil d'établir des bureaux de l'Institut;

2° recommande au Conseil l'approbation des règlements de régie interne de l'Institut;

3° soumet au Conseil tout projet d'accord avec un gouvernement ou un organisme gouvernemental; tout projet d'emprunt portant le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement, tout projet d'acquérir des immeubles ou d'en disposer et tout projet d'engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement;

4° recommande au Conseil l'approbation du plan de développement de l'Institut;

5° recommande au Conseil l'approbation des prévisions budgétaires;

6° recommande au Conseil l'approbation des états financiers;

7° soumet au Conseil un projet de rapport des activités destiné au ministre et à l'Assemblée nationale;

8° autorise tout contrat excédant 100 000 $ et recommande au Conseil l'approbation de tout contrat excédant 150 000 $;

9° crée des fonds de dotation et détermine les modes d'administration et de disposition de ces fonds;

10° fixe les normes et barèmes de rémunération des employés;

11° avec l'agrément du Conseil, nomme les cadres de l'Institut et les responsables de chantier;

12° nomme les directeurs de projet, les chercheurs et les chercheurs associés, dont il fixe les conditions de participation;

13° nomme les membres du comité scientifique, en conformité de l'article 13, et désigne un secrétaire du comité;

14° fait rapport de ses activités au Conseil.

SECTION IV

COMITÉ SCIENTIFIQUE

13. Le comité scientifique est composé d'au moins six membres dont:

1° le directeur scientifique;

2° les responsables de chantier, pour la durée de leur mandat;

3° les deux personnes désignées par et parmi le personnel de recherche pour un mandat de un (1) an.

Le directeur administratif et le secrétaire général participent aux réunions sans voix délibérante.

Le comité scientifique peut inviter toute personne à participer à ses travaux.

14. Le comité scientifique assiste le président-directeur général dans l'élaboration du programme de recherche; il approuve les projets de recherche et il en évalue les résultats et les retombées; il évalue périodiquement l'état de la recherche et des projets de recherche à l'Institut.

15. Les décisions du comité scientifique sont prises en conformité des dispositions de l'article 9.

SECTION V

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

16. Le président-directeur général exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent la loi et les règlements de régie interne. Il est le directeur scientifique de l'Institut.

Notamment, le président-directeur général,

1° préside les réunions du Conseil;

2° préside le comité exécutif;

3° préside le comité scientifique;

4° soumet au comité exécutif le plan triennal de développement, comprenant le programme de recherche, les programmes d'activités autres que la recherche, et le plan triennal de financement;

5° coordonne l'élaboration du programme de recherche, qu'il présente au comité scientifique;

6° est responsable de la mise en oeuvre et de la réalisation du programme de recherche;

7° présente les projets de recherche au comité scientifique et en recommande l'adoption;

8° voit à la coordination des activités de recherche et à la concertation des chercheurs;

9° est responsable de l'évaluation des projets de recherche; il fait, à ce sujet, toutes les recommandations appropriées au comité scientifique;

10° recommande au comité exécutif la nomination des cadres et des responsables de chantier, et les barèmes de leur rémunération.

17. En l'absence du président-directeur général, le vice-président préside les réunions du Conseil.

18. En cas de vacance ou d'incapacité d'agir du directeur scientifique, le Conseil nomme un directeur scientifique par intérim.

SECTION VI

LE DIRECTEUR ADMINISTRATIF

19. Sous l'autorité du président-directeur général, le directeur administratif exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment, le directeur administratif,

1° administre les affaires de l'Institut;

2° participe, sans voix délibérante, aux séances du Conseil;

3° autorise tout contrat n'excédant pas 100 000 $ et recommande au comité exécutif l'approbation de tout contrat excédant 100 000 $;

4° recommande au comité exécutif l'approbation des normes et barèmes de rémunération des employés autres que les cadres;

5° recommande au comité exécutif l'approbation des conditions de travail des salariés membres du personnel de recherche et des autres employés de l'Institut;

6° sous réserve du paragraphe 12 de l'article 12, engage les membres du personnel et fixe leurs conditions de travail;

7° prépare et soumet au comité exécutif le plan de financement annuel de l'Institut;

8° prépare et soumet au comité exécutif les prévisions budgétaires de l'Institut;

9° est responsable des services aux équipes de recherche et des services requis pour le bon fonctionnement du siège social et des bureaux de l'Institut.

SECTION VII

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

20. Sous l'autorité du président-directeur général, le secrétaire général exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment, le secrétaire général,

1° est secrétaire du Conseil et du comité exécutif; il participe, sans voix délibérante, aux séances du Conseil;

2° convoque les membres du Conseil et du comité exécutif;

3° dresse les comptes rendus;

4° peut certifier conformes les comptes rendus du Conseil et tout autre document ou copie émanant de l'Institut ou faisant partie de ses archives;

5° constitue les archives;

6° coordonne la préparation du rapport annuel;

7° est responsable des communications avec les milieux extérieurs;

8° élabore le programme des activités autres que la recherche et en assure la mise en oeuvre;

9° élabore le programme des publications et en assure la mise en oeuvre, et préside le comité consultatif des publications;

10° dépose le programme de publications au comité exécutif et au comité scientifique.

SECTION VIII

LE PERSONNEL DE RECHERCHE

21. Le personnel de recherche est constitué d'employés salariés ou de collaborateurs externes.

22. Les employés salariés se répartissent dans les catégories suivantes:

a) chercheur catégorie I
chercheur catégorie II
chercheur catégorie III
chercheur catégorie IV

b) assistant de recherche catégorie I
assistant de recherche catégorie II

c) étudiant catégorie I
étudiant catégorie II

23. Les collaborateurs externes sont des chercheurs qui, à titre bénévole, participent aux activités de l'Institut.

Ils peuvent être nommés chercheurs associés lorsque leurs responsabilités et la durée de leur participation le justifient.

Un contrat stipule les conditions et la durée de leur association avec l'Institut.

24. Le directeur de projet est un chercheur à qui ont été confiés la responsabilité d'un projet et l'encadrement du personnel affecté à ce projet.

Le directeur de projet relève habituellement d'un responsable de chantier; il peut cependant arriver qu'il relève d'une autre personne désignée par le comité exécutif.

25. Le responsable de chantier est un chercheur à qui ont été confiées la coordination et la direction générale (planification, réalisation, évaluation) de l'ensemble des projets de recherche regroupés sous un thème défini et constituant un chantier.

Sous l'autorité du président-directeur général, le responsable de chantier exerce les pouvoirs et fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment, le responsable de chantier,

1° dirige et supervise les travaux exécutés dans son chantier;

2° fournit à la direction de l'Institut tous les documents nécessaires à la planification des recherches, des activités connexes, et à l'évaluation des projets du chantier;

3° recommande au directeur administratif l'engagement de l'effectif nécessaire à l'exécution des travaux et en conformité des prévisions budgétaires autorisées;

4° évalue périodiquement le personnel de recherche sous sa responsabilité;

5° veille au contrôle des dépenses reliées à la réalisation des travaux et en rend compte au directeur administratif.

26. Au moins quatre (4) fois par année, le responsable de chantier tient une assemblée du personnel de recherche affecté à son chantier.

L'assemblée du chantier est consultée au moment de l'élaboration du programme de recherche du chantier.

L'assemblée du chantier donne son avis sur le plan de développement de la recherche à l'Institut.

SECTION IX

DISPOSITIONS FINALES

27. Les présents règlements généraux remplacent les règlements généraux adoptés par le Conseil de l'Institut le 16 octobre 1981 et publiés à la *Gazette officielle du Québec* le 27 janvier 1982.

28. Les présents règlements généraux entrent en vigueur le jour de leur adoption par le Conseil de l'Institut.

DOCUMENT III

LES RÈGLEMENTS DU FONDS DE DOTATION
(Publiés à la *Gazette officielle du Québec* le 7 janvier 1987)

SECTION I

GÉNÉRALITÉS

Création

1. Un fonds de dotation de l'Institut a été créé en vertu de l'article 18 de la loi de l'Institut (L.Q. 1979, c. 10; 1985, c. 30). Une résolution du comité exécutif en a sanctionné la création le 27 mars 1981.

Objectifs

2. Ce fonds de dotation est destiné à recueillir des sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution à l'Institut dans les buts de favoriser son développement.

Propriété

3. Ce fonds de dotation est la propriété de l'Institut.

Nature du fonds

4. Les dons destinés au fonds de dotation sont remis à l'Institut en espèces, ou sous forme de valeurs monnayables appropriées aux fins de l'Institut. Les objets offerts à l'Institut doivent avoir été évalués par des experts avant d'être acceptés par l'Institut.

Accumulation des fonds

5. Les avoirs du fonds de dotation ne peuvent en être extraits. Seuls les bénéfices du fonds peuvent être utilisés aux fins de l'Institut.

Usage de l'usufruit

6. Les bénéfices du fonds de dotation ne sont l'objet d'aucune restriction quant à leur utilisation aux fins de l'Institut. Cependant, hormis en ce qui a trait à l'article 10 de ce règlement, l'Institut se réserve l'usage de l'usufruit du fonds exclusivement à des fins de recherche ou de réalisation d'activités scientifiques connexes (séminaires, symposiums, colloques, publications, etc.).

SECTION II

ADMINISTRATION

Conseil du fonds

7. L'administration du fonds est confiée à un Conseil du fonds, composé du directeur général, du secrétaire général, du directeur administratif auquel est confiée la gestion courante et distincte du fonds, et de quatre (4) représentants des donateurs nommés pour un maximum de deux (2) années par le Conseil de l'Institut, sur recommandation du comité exécutif.

Notamment, il revient au Conseil du Fonds,

a) de définir la politique de placement et de gestion;

b) de vérifier la gestion du fonds;

c) d'assurer l'augmentation des avoirs du fonds de dotation;

d) de verser annuellement à l'Institut les bénéfices retirés, dans les soixante (60) jours suivants le début d'un exercice financier (1er avril au 31 mars);

e) de présenter au comité exécutif de l'Institut un rapport annuel de ses activités dans les soixante (60) jours suivant la fin d'une année financière.

Avis et recommandations

8. En outre, le Conseil peut donner ses avis à l'Institut quant à l'utilisation des bénéfices du fonds et faire au comité exécutif toute recommandation qu'il jugera appropriée.

Président

9. Le Conseil de l'Institut choisit le président du Conseil du fonds parmi les représentants des donateurs. Le Conseil du fonds se réunit au moins trois (3) fois par année à la convocation de son président.

Frais imputables

10. Les frais de constitution, d'administration et de gestion du fonds sont imputables au fonds de dotation.

DOCUMENT IV

LES ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan de l'Institut québécois de recherche sur la culture au 31 mars 1987 ainsi que l'état des revenus et dépenses, l'état de l'avoir et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Institut au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, après répercussion rétroactive de la comptabilisation de contrats de location-acquisition intervenus en 1983 et 1984 dont il est question à la note 3.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 20 mai 1987

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE
(L.R.Q., chapitre I-13.2)

BILAN
AU 31 MARS 1987

	1987	1986 (note 3)
	$	$
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	81 248	170 008
Dépôts à terme	—	35 056
Débiteurs	17 750	17 656
Subventions à recevoir	8 694	73 439
Stocks	201 203	206 804
Travaux en cours	14 920	22 581
Frais imputables au prochain exercice	5 319	3 237
	329 134	528 781
Immobilisations (note 4)	149 693	150 144
	478 827	678 925
FONDS DE DOTATION (note 5)	292 460	241 134
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	87 629	83 997
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 6)	16 275	14 560
Revenus reportés	9 685	65 508
	113 589	164 065
OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION (note 6)	10 852	16 694
AVOIR	354 386	498 166
	478 827	678 925
FONDS DE DOTATION - SOLDE DU FONDS (note 5)	292 460	241 134

POUR L'INSTITUT

Jean Laflamme

Nicole Laflamme

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

AVOIR

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986 (note 3)
	$	$
SOLDE AU DÉBUT		
Solde déjà établi	483 075	279 783
Redressement		
Comptabilisation de contrats de location-acquisition (note 3)	15 091	5 200
Solde redressé	498 166	284 983
Revenu net (perte nette)	(143 780)	213 183
SOLDE À LA FIN	354 386	498 166

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

REVENUS ET DÉPENSES

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986 (note 3)
	$	$
REVENUS		
Subvention du Gouvernement du Québec	1 996 200	2 196 200
Subventions pour la recherche:		
Gouvernement du Canada et autres	316 075	166 068
Intérêts sur dépôts à terme	53 614	114 786
Ventes de publications	79 457	88 109
Autres	12 641	7 814
	2 457 987	2 572 977
DÉPENSES (note 7)		
Recherche	2 337 000	2 117 420
Administration	264 767	242 374
	2 601 767	2 359 794
REVENU NET (PERTE NETTE)	(143 780)	213 183

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986 (note 3)
	$	$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net (perte nette)	(143 780)	213 183
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	27 882	25 139
Fonds générés (absorbés) par les opérations	(115 898)	238 322
Variation des actifs et passifs à court terme hors liquidités	25 355	111 982
Fonds générés (absorbés) par les activités d'exploitation	(90 543)	126 340
ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT		
Fonds absorbés:		
Acquisitions d'immobilisations	(27 431)	(12 815)
ACTIVITÉ DE FINANCEMENT		
Fonds absorbés:		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	(5 842)	(14 560)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS AU COURS DE L'EXERCICE	(123 816)	98 965
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	205 064	106 099
LIQUIDITÉS À LA FIN	81 248	205 064

Les liquidités de l'Institut comprennent l'encaisse et les dépôts à terme.

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 1987

1. CONSTITUTION ET OBJET

L'Institut québécois de recherche sur la culture, corporation au sens du Code civil constituée par une loi spéciale, a pour objet, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, d'effectuer, d'encourager et de soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels.

L'Institut, par règlement, a créé un fonds de dotation destiné à recueillir les sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution, à l'exception de celles octroyées par le gouvernement, ses ministères ou organismes. Ces sommes doivent servir au développement de l'Institut et à défrayer les coûts de ses recherches sur la culture. Ce fonds est la propriété exclusive de l'Institut et les avoirs du fonds ne peuvent en être extraits. Seuls les bénéfices du fonds peuvent être utilisés aux fins de l'Institut.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de l'Institut ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont constitués de publications et leur évaluation inclut les coûts d'impression, de droits d'auteur et de reproduction ainsi que les services de graphisme; elle exclut toutefois les salaires, les honoraires et les autres frais indirects de production. Ils sont évalués au moindre de ces coûts ou de la valeur de réalisation nette.

Le stock de publications datant d'un an et plus au 31 mars est dévalué de 20 % par année.

Travaux en cours

Les travaux en cours comprennent les coûts de révision et de correction de manuscrits, les honoraires, les services de photographie et de graphisme relatifs à des publications non terminées.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur vie utile anticipée selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Vie utile anticipée	Taux
Équipement, ameublement et enseigne	10 ans	10 %
Bibliothèque	20 ans	5 %

Contrats de location

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge de l'Institut, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant ainsi l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations.

Les loyers découlant de contrats de location-exploitation sont imputés aux opérations.

3. REDRESSEMENT AFFECTÉ AUX EXERCICES ANTÉRIEURS

La comptabilisation des contrats de location concernant l'achat d'une photocopieuse et d'équipements informatiques intervenus en 1983 et 1984 a été révisée. Ces contrats sont maintenant comptabilisés comme location-acquisition alors qu'auparavant ils étaient comptabilisés comme location-exploitation et les états financiers de l'exercice 1986 ont été redressés.

Cette révision a eu pour effet d'augmenter les éléments suivants:

	1986
	$
Immobilisations	46 345
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	31 254
Revenu net	9 891

4. IMMOBILISATIONS

	1987			1986
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Ameublement	109 645	61 459	48 186	46 558
Bibliothèque	9 466	3 214	6 252	6 726
Enseigne	937	470	467	562
Équipement	90 420	45 543	44 877	49 953
	210 468	110 686	99 782	103 799
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition	73 098	23 187	49 911	46 345
	283 566	133 873	149 693	150 144

5. FONDS DE DOTATION

	1987	1986
	$	$
Revenus		
Intérêts sur dépôts à terme	20 281	16 900
Dons	31 060	43 860
	51 341	60 760
Dépenses	15	13
Excédent des revenus sur les dépenses	51 326	60 747
Solde du fonds au début	241 134	180 387
Solde du fonds à la fin*	292 460	241 134
* Représenté par:		
Encaisse	8 537	52 492
Dépôts à terme	282 888	187 317
Intérêts courus à recevoir	1 035	1 325
	292 460	241 134

L'état des revenus et dépenses de l'Institut ne comprend pas les opérations du fonds de dotation.

6. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

	1987	1986
	$	$
Obligations découlant de contrats de location-acquisition de 15,5 % à 20 % échéant jusqu'en 1990	27 127	31 254
Versements échéant au cours du prochain exercice	(16 275)	(14 560)
	10 852	16 694

Les paiements minimums exigibles en vertu des contrats de location-acquisition s'établissent comme suit:

Exercice	$
1988	18 903
1989	8 351
1990	3 900
Total des paiements minimums exigibles	31 154
Moins: Montant représentant les intérêts	4 027
	27 127

7. DÉPENSES

	1987			1986
	Recherche	Administration	Total	Total
	$	$	$	$
Traitements et avantages sociaux	1 574 462	174 528	1 748 990	1 650 302
Honoraires de recherche	173 629	—	173 629	128 319
Publicité et promotion	41 962	—	41 962	62 842
Frais de voyage et de représentation	35 773	30 866	66 639	70 142
Fournitures et approvisionnements	96 704	6 721	103 425	143 133
Entretien et réparations	14 886	2 627	17 513	21 834
Loyers	155 013	27 350	182 363	125 534
Électricité et chauffage	2 467	435	2 902	6 794
Téléphone	33 397	5 849	39 246	43 561
Taxes et assurances	4 043	714	4 757	3 198
Honoraires professionnels	—	8 566	8 566	4 536
Frais de publication	167 412	—	167 412	57 265
Divers	7 686	237	7 923	3 846
Frais bancaires et divers intérêts	2 812	2 691	5 503	10 296
Mauvaises créances	3 055	—	3 055	3 053
Amortissement des immobilisations	23 699	4 183	27 882	25 139
	2 337 000	264 767	2 601 767	2 359 794

DOCUMENT V

LA LISTE DES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES
du 1er avril 1986 au 31 mars 1987

TITRE DU PROJET	PERSONNEL ET COLLABORATEURS[1]
1. FAMILLES, SEXES, GÉNÉRATIONS	
	Denise Lemieux, resp.
• *Vie quotidienne et cycles de vie des femmes*	Denise Lemieux, dir. Lucie Mercier
• *La famille monoparentale au Québec*	Renée B. Dandurand, dir. Lise Saint-Jean
• *Les associations de familles monoparentales*	Lise Saint-Jean
• *Bilan de la recherche sur les jeunes au Québec*	Léon Bernier

1. La rubrique «Personnel et collaborateurs» regroupe des personnes ayant des statuts divers au sein de l'Institut. Certaines sont rémunérées par l'Institut, à plein temps, à mi-temps ou à temps partiel, d'autres participent aux recherches sans rémunération.

Légende:
- dir.: directeur de projet
- co-dir.: co-directeur de projet
- resp.: responsable de chantier, de groupe, de session ou d'atelier de travail, d'un colloque, d'une activité
- (...): mise entre parenthèses d'un nom indique que la personne n'est plus à l'emploi de l'Institut au 31 mars 1987
- coll.: collaborateur
- stag.: stagiaire

• *Bibliographie sur les jeunes*	Isabelle Perrault
• *Les associations de personnes retraitées et leurs implications culturelles*	Marie-Marthe T. Brault
• *La presse du troisième âge*	Gabrielle Lachance

2. LES COMMUNAUTÉS ETHNOCULTURELLES

Gary Caldwell, resp.

Denise Helly, resp.

• *L'immigration chinoise au Québec de 1871 à 1951*	Denise Helly
• *L'immigration arabophone au Québec*	Norma Salem, dir. (Brian Aboud)
• *Rapports entre Juifs, francophones et anglophones dans les années 1930*	Pierre Anctil
• *Projet Montréal*	Gary Caldwell, dir. Paule Obermeir Gina Davidovic
• *Québec et les immigrants: histoire d'une représentation*	Fernand Harvey (Doris Drolet-Dubé)
• *Les enjeux contemporains de l'immigration au Québec selon les décideurs*	Denise Helly

3. CRÉATION ET DIFFUSION DE LA CULTURE

Norman Ryan, resp.

• *L'impact culturel de l'informatique dans la vie domestique*	Sophie-Laurence Lamontagne, dir. Pierre Poulin
• *L'institution de la théologie*	Fernand Dumont
• *La formation des maîtres au Québec de 1939 à nos jours*	Thérèse Hamel, dir. M'hammed Mellouki

• *Évolution des pratiques journalistiques au Québec 1945-1985*	Florian Sauvageau, co-dir. Jean de Bonville, co-dir. Gilles Lesage (Marc Deschênes) (Roger Zaoré)
• *La religion populaire; thématique globale*	Benoît Lacroix, dir. Lucille Côté
• *Relations sociales et vie communautaire en milieu populaire*	Marcel Rioux, coll. Gabriel Gagnon, coll.
• *La culture populaire des quartiers ouvriers de Québec*	Fernand Harvey, dir. Micheline Gaulin (Doris Drolet-Dubé) (Ignaki Olazabal, stag.) (Hélène Marchand, stag.) (Danie Desrosiers) (Martine Côté) (Martin Leclerc)
• *Traité d'anthropologie religieuse*	Fernand Dumont, co-dir. Jacques Dufresne, co-dir.
• *Histoire de la pensée québécoise*	Fernand Dumont, dir. Pierre Poulin
• *Bibliographie analytique sur l'institution littéraire*	Pierrette Dionne
• *Impact de la politique québécoise du livre sur la littérature québécoise*	Maurice Lemire, dir. Pierrette Dionne

4. ANALYSE DES TENDANCES SOCIOCULTURELLES

Simon Langlois, resp.

• *Les tendances socioculturelles*	Simon Langlois, resp. Jean-Paul Baillargeon Gary Caldwell Jean-Pierre Simard
• *Le chômage et la culture*	Madeleine Gauthier, dir. Edward Berryman (Pierre Hamelin) (Gislain DesPonts, stag.) Marc-André Lessard (Éric Warren, stag.)

5. LES HISTOIRES RÉGIONALES

	Fernand Harvey, resp.
• *Histoire du Bas-Saint-Laurent*	Jacques Lemay, dir. Lorraine Boivin, coll. Jean-Charles Fortin Bruno Jean, coll. Antonio Lechasseur Guy Massicotte, coll. Yvan Morin, coll. Claude Otis, coll. (Jocelyne Bérubé-Sasseville)
• *Histoire des Cantons de l'Est*	Jean-Pierre Kesteman, dir. Peter Southam, coll. Daniel Fournier (Hélène Cadieux) (Chantal Desloges) (Benoît Dionne) (Ginette Provost-Bernier)
• *Histoire des Laurentides*	Serge Laurin, dir. (Vincent Ouellette) (Richard Lagrange) (Danielle Soucy)
• *Histoire de l'Outaouais*	Chad Gaffield, dir. Pierre-Louis Lapointe Jean-Louis Grosmaire, coll.
• *Histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean*	Pierre Jacques, dir. Camil Girard Normand Perron Jean Tremblay Étienne Troestler, coll.
• *Les travailleurs en période coloniale*	Thierry Ruddel
• *Bibliographie de l'Outaouais*	Nennie de Varennes Pierre-Louis Lapointe
• *Bibliographie de Beauce/Dorchester*	(Jean-René Breton)
• *Bibliographie de la Rive-Sud du Québec*	(Françoise Pelletier) Andrée Raiche-Dussault

• *Bibliographie de la Gaspésie*	(Marc Desjardins)
• *Bibliographie du Bas-Saint-Laurent*	Antonio Lechasseur
• *Bibliographie du Haut-Saint-Laurent*	Monique Perron
• *Bibliographie de la Côte-Nord*	Gaston Saint-Hilaire
• *Bibliographie de la Côte-de-Beaupré/ Ile d'Orléans*	Diane Bélanger Monique Villemure
• *Guide des archives du Centre du Québec et des Bois-Francs*	Yves Beauregard
• *Guide des archives paroissiales et de fabrique de la Côte-du-Sud*	Diane Saint-Pierre (Yves Hébert)
• *Municipalités du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine: populations et limites territoriales 1851-1981*	Antonio Lechasseur

6. HORS CHANTIER

• *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada: 1981-1985*	Paul Aubin, dir. Louis-Marie Côté
• *Les activités culturelles au Québec (1970-1980): situation et perspective*	Jean-Paul Baillargeon

7. ACTIVITÉS

Léo Jacques, resp.

7.1 ***Séminaires, colloques, ateliers***

7.1.1 Rencontre sur la recherche culturelle (17 et 18 avril 1986)	Gabrielle Lachance, resp.
7.1.2 Séminaire sur les études ethniques (23 janvier 1987)	Fernand Dumont, prés. Léo Jacques, resp.

7.2 ***Concours***

7.2.1	Prix Edmond-de-Nevers	Gisèle Bolduc, resp.
7.2.2	Concours «Mémoire d'une époque»	Gabrielle Lachance, resp. Gisèle Bolduc

7.3 ***Expositions***

7.3.1 Ulric Bourgeois (1874-1963): photographe du Québec et de la Nouvelle-Angleterre

7.3.2 Quelques facettes de l'histoire de la radio au Québec (1900-1980)

7.3.3 Du manuscrit au livre

7.3.4 L'histoire des Laurentides

7.4 ***Salons du livre, congrès***

7.5 ***Bulletin d'information***

DOCUMENT VI

LES PUBLICATIONS DE L'I.Q.R.C.*

I. Les conditions féminine et masculine; les générations; la famille

1. Denise Lemieux et Lucie Mercier. *La recherche sur les femmes au Québec: bilan et bibliographie*. Coll. «Instruments de travail» n° 5, 1982, 339 pages. 14,25 $
2. Renée Cloutier, Gabrielle Lachance, Denise Lemieux, Madeleine Préclaire et Luce Ranger-Poisson. *Femmes et culture au Québec*. Coll. «Documents préliminaires» n° 3, 1982, 107 pages. 6,00 $
3. Alain Vinet, Francine Dufresne et Lucie Vézina. *La condition féminine en milieu ouvrier: une enquête*. Coll. «Identité et changements culturels» n° 3, 1982, 222 pages. 18,50 $
4. Yolande Cohen. *Les thèses québécoises sur les femmes*. Coll. «Instruments de travail» n° 7, 1983, 124 pages. 8,00 $
5. Denise Lemieux. *Les petits innocents. L'enfance en Nouvelle-France*. 1985, 205 pages. 12,00 $
6. Fernand Dumont, dir. *Une société des jeunes?* 1986, 397 pages. 14,50 $

II. Les communautés ethnoculturelles

1. David Rome, Judith Nefsky et Paule Obermeir. *Les Juifs du Québec — Bibliographie rétrospective annotée*. Coll. «Instruments de travail» n° 1, 1981, 319 pages. 13,00 $
2. Gary Caldwell et Éric Waddell, dir. *Les anglophones du Québec: de majoritaires à minoritaires*. Coll. «Identité et changements culturels» n° 1, 1982, 482 pages. 14,00 $
3. Gary Caldwell et Éric Waddell, editors. *The English of Quebec: from majority to minority status*. Coll. «Identité et changements culturels» n° 2, 1982, 466 pages. 14,00 $
4. Gary Caldwell. *Les études ethniques au Québec — Bilan et perspectives*. Coll. «Instruments de travail» n° 8, 1983, 108 pages. 10,50 $

* Le prix des publications est sujet à modification sans préavis.

5. Honorius Provost. *Les premiers Anglo-Canadiens à Québec — Essai de recensement (1759-1775)*. Coll. «Documents de recherche» n° 1, 2e édition, 1984, 71 pages. 7,50 $
6. Tina Ioannou. *La communauté grecque du Québec*. Coll. «Identité et changements culturels» n° 4, 1984, 337 pages. 18,00 $
7. Pierre Anctil et Gary Caldwell. *Juifs et réalités juives au Québec*. 1984, 371 pages. 20,00 $
8. Richard Dominique et Jean-Guy Deschênes. *Cultures et sociétés autochtones du Québec. Bibliographie critique*. Coll. «Instruments de travail» n° 11, 1985, 221 pages. 19,50 $
9. Ronald Rudin. *The Forgotten Quebecers. A History of English-Speaking Quebec, 1759-1980*. 1985, 315 pages. 14,00 $
10. Ronald Rudin. *Histoire du Québec anglophone, 1759-1980*. Traduit de l'anglais par Robert Paré, 1986, 332 pages. 15,00 $
11. Denise Helly. *Les Chinois à Montréal, 1877-1951*. 1987, 315 pages. 20,00 $

III. La culture populaire

1. Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel Leblanc. *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920): bilan historiographique*. Coll. «Culture populaire» n° 1, 1982, 178 pages. 9,00 $
2. Danielle Nepveu. *Les représentations religieuses au Québec dans les manuels scolaires de niveau élémentaire (1950-1960)*. Coll. «Documents préliminaires» n° 1, 1982, 97 pages. 6,50 $
3. Jean-Pierre Dupuis, Andrée Fortin, Gabriel Gagnon, Robert Laplante et Marcel Rioux. *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire*. Coll. «Documents préliminaires» n° 2, 1982, 178 pages. 9,00 $
4. Jean Bourassa. *Le travailleur minier, la culture et le savoir ouvrier*. Coll. «Documents préliminaires» n° 4, 1982, 79 pages. 5,25 $
5. Sophie-Laurence Lamontagne. *L'hiver dans la culture québécoise (XVIIe-XIXe siècles)*. 1983, 197 pages. 11,50 $
6. Joseph Laliberté. *Agronome-colon en Abitibi*. Coll. «Littérature quotidienne» n° 1, 1983, 157 pages. 12,00 $
7. Benoît Lacroix et Jean Simard. *Religion populaire, religion de clercs?* Coll. «Culture populaire» n° 2, 1984, 444 pages. 22,00 $
8. Benoît Lacroix et Madeleine Grammond. *Religion populaire au Québec. Typologie des sources — Bibliographie sélective (1900-1980)*. Coll. «Instruments de travail» n° 10, 1985, 175 pages. 15,00 $
9. Andrée Fortin. *Le Rézo. Essai sur les coopératives d'alimentation au Québec*. Coll. «Documents de recherche» n° 5, 1985, 282 pages. 17,00 $
10. Jean-Pierre Dupuis. *Le ROCC de Rimouski. La recherche de nouvelles solidarités*. Coll. «Documents de recherche» n° 6, 1985, 282 pages. 17,00 $
11. Centre populaire de documentation de Montréal. *Le choc du passé. Les années trente et les sans travail. Bibliographie sélective annotée*. Coll. «Documents de recherche» n° 11, 1986, 186 pages. 15,00 $

12. Yvan Lamonde et Raymond Montpetit. *Le parc Sohmer de Montréal, 1889-1919. Un lieu de culture urbaine*. 1986, 231 pages. 17,00 $
13. Thérèse Beaudoin. *L'été dans la culture québécoise, XVIIe-XIXe siècles*. Coll. «Documents de recherche» n° 10, 1987, 235 pages. 20,00 $

IV. La création et la diffusion de la culture

1. Jean-Robert Faucher, André Fournier et Gisèle Gallichan. *L'information culturelle dans les médias électroniques*. Coll. «Diagnostics culturels» n° 1, 1981, 167 pages. 7,00 $
2. Angèle Dagenais. *Crise de croissance: le théâtre au Québec*. Coll. «Diagnostics culturels» n° 2, 1981, 73 pages. 5,00 $
3. Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert. *Le cinéma au Québec — Essai de statistique historique (1896 à nos jours)*. Coll. «Instruments de travail» n° 2, 1981, 481 pages. 18,00 $
4. François Colbert. *Le marché québécois du théâtre*. Coll. «Culture savante» n° 1, 1982, 112 pages. 8,00 $
5. Jean-Pierre Charland et Nicole Thivierge. *Bibliographie de l'enseignement professionnel au Québec (1850-1980)* . Coll. «Instruments de travail» n° 3, 1982, 284 pages. 14,00 $
6. Vivian Labrie. *Précis de transcription de documents d'archives orales*. Coll. «Instruments de travail» n° 4, 1982, 220 pages. 11,00 $
7. Sylvie Tellier. *Chronologie littéraire du Québec*. Coll. «Instruments de travail» n° 6, 1982, 352 pages. 18,50 $
8. Jean-Pierre Charland. *Histoire de l'enseignement technique et professionnel*. 1982, 485 pages. 25,50 $
9. Nicole Thivierge. *Écoles ménagères et instituts familiaux: un modèle féminin traditionnel*. 1982, 478 pages. 25,50 $
10. Yvan Lamonde. *L'imprimé au Québec: aspects historiques (18e-20e siècles)*. Coll. «Culture savante» n° 2, 1983, 370 pages. 18,00 $
11. Yvan Lamonde. *Je me souviens. La littérature personnelle au Québec (1860-1980)*. Coll. «Instruments de travail» n° 9, 1983, 278 pages. 17,00 $
12. Claude Savary, dir. *Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis*. 1984, 353 pages. 17,00 $
13. Pierre Lavoie. *Pour suivre le théâtre au Québec. Les ressources documentaires*. Coll. «Documents de recherche» n° 4, 1985, 521 pages. 22,00 $
14. Jacques Dufresne, Fernand Dumont et Yves Martin. *Traité d'anthropologie médicale. L'Institution de la santé et de la maladie*. Presses de l'Université du Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, Presses Universitaires de Lyon, 1985, XVII-1 245 pages. 59,95 $
15. Léon Bernier et Isabelle Perrault. *L'artiste et l'oeuvre à faire*. «La pratique de l'art 1», 1985, 518 pages. 30,00 $
16. Marcel Fournier. *Les générations d'artistes* suivi d'entretiens avec Robert Roussil et Roland Giguère. «La pratique de l'art 2», 1986, 202 pages. 18,00 $
17. Yvan Lamonde et Esther Trépanier. *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*, 1986, 320 pages. 24,50 $

18. Vivian Labrie. *ABC: Trois constats d'alphabétisation de la culture.* 1986, 246 pages. 29,00 $
19. Maurice Lemire, dir. *L'institution littéraire.* IQRC et CRELIQ, 1986, 217 pages. 19,50 $
20. Alfred Dumais et Johanne Lévesque. *L'auto-santé. Des individus et des groupes au Québec.* 1986, 223 pages. 17,00 $
21. Gabrielle Lachance, dir. *Mémoire d'une époque. Un fonds d'archives orales au Québec.* Coll. «Documents de recherche» n° 12, 1987, 251 pages. 16,00 $
22. Marcel Fournier, Yves Gingras et Othmar Keel. *Sciences et médecine au Québec: perspectives sociohistoriques.* 1987, 212 pages. 20,00 $

V. Les régions du Québec

1. Jules Bélanger, Marc Desjardins et Yves Frenette. *Histoire de la Gaspésie.* Coll. «Les régions du Québec», Montréal, Boréal Express, 1981, 807 pages. 29,95 $
2. Jean-Claude Marsan. *Montréal, une esquisse du futur.* 1983, 325 pages. 15,00 $
3. André Dionne. *Bibliographie de l'île Jésus.* Coll. «Documents de recherche» n° 2, 1983, 324 pages. 18,50 $
4. Serge Gauthier et collaborateurs. *Bibliographie de Charlevoix.* Coll. «Documents de recherche» n° 3, 1984, 320 pages. 18,00 $
5. Serge Gauthier et collaborateurs. *Guide des archives de Charlevoix.* 1985, VIII-97 pages. 6,00 $
6. Serge Laurin et Richard Lagrange. *Bibliographie des Laurentides.* Coll. «Documents de recherche» n° 7, 1985, 370 pages. 18,00 $
7. Yves Hébert. *Bibliographie de la Côte-du-Sud.* Coll. «Documents de recherche» n° 8, 1986, 339 pages. 18,00 $
8. Guy Gaudreau. *L'exploitation des forêts publiques au Québec, 1842-1905.* 1986, 126 pages. 11,00 $
9. Yves Beauregard. *Bibliographie du Centre du Québec et des Bois-Francs.* Coll. «Documents de recherche» n° 9, 1986, 495 pages. 25,00 $
10. Marc Desjardins. *Bibliographie des Îles-de-la-Madeleine.* Coll. «Documents de recherche» n° 13, 1987, 281 pages. 20,00 $
11. Daniel Tessier *et al. Bibliographie de Lanaudière.* Coll. «Documents de recherche» n° 14, 1987, 270 pages. 20,00 $

VI. Hors chantier

1. Paul Aubin. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada (1966-1975).* 2 tomes — 1981, 1 425 pages, 22 000 titres. 60,00 $
2. Gabrielle Lachance. *La culture contemporaine face aux industries culturelles et aux nouvelles technologies.* Rapport-synthèse, Rencontre franco-québécoise sur la culture, Québec-Montréal, du 4 au 8 juin 1984, 145 pages. 7,00 $
3. *Statistiques culturelles du Québec (1971-1982).* 1985, XLII-932 pages. 45,00 $

4. Paul Aubin et Louis-Marie Côté. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada/Bibliography of the History of Quebec and Canada (1976-1980).* 2 tomes — 1985, LXIV-1 316 pages, 20 000 titres. 60,00 $
5. Jean-Paul Baillargeon, dir. *Les pratiques culturelles des Québécois. Une autre image de nous-mêmes.* 1986, 394 pages. 19,50 $
6. Paul Aubin et Louis-Marie Côté. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada/Bibliography of the History of Quebec and Canada (1946-1965).* 2 tomes — 1987, LXXVII-1 396 pages, 22 000 titres. 60,00 $

VII. Collection Questions de culture

1. Fernand Dumont, dir. *Cette culture que l'on appelle savante.* 1981, 190 pages. 15,00 $
2. Fernand Harvey et Gary Caldwell, dir. *Migrations et communautés culturelles.* 1982, 159 pages. 15,00 $
3. Fernand Dumont, dir. *Les cultures parallèles.* 1982, 172 pages. 15,00 $
4. Jean-Charles Falardeau, dir. *Architectures: la culture dans l'espace.* 1983, 210 pages. 15,00 $
5. Yvan Lamonde, dir. *Les régions culturelles.* 1983, 189 pages. 12,00 $
6. Madeleine Préclaire, dir. *La culture et l'âge.* 1984, 198 pages. 12,00 $
7. Gabrielle Lachance, dir. *La culture: une industrie?* 1984, 216 pages. 12,00 $
8. Pierre Anctil, Léon Bernier et Isabelle Perrault, dir. *Présences de jeunes artistes.* 1985, 190 pages. 12,00 $
9. Denise Lemieux, dir. *Identités féminines: mémoire et création.* 1986, 199 pages. 12,00 $
10. Gabriel Dussault, dir. *L'État et la culture.* 1986, 173 pages. 12,00 $
11. Thérèse Hamel et Pierre Poulin, dir. *Devenir chercheur-e: itinéraires et perspectives.* 1986, 185 pages. 12,00 $
12. Madeleine Gauthier, dir. *Les nouveaux visages de la pauvreté.* 1987, 258 pages. 18,50 $

VIII. Collection Diagnostic

1. Laurent Laplante. *Le suicide.* 1985, 126 pages. 9,95 $
2. Jacques Dufresne. *La reproduction humaine industrialisée.* 1986, 126 pages. 9,95 $
3. Gérald LeBlanc. *L'école, les écoles, mon école.* 1986, 110 pages. 9,95 $
4. Jean Blouin. *Le libre-échange vraiment libre?* 1986, 135 pages. 9,95 $
5. Jacques Dufresne. *Le procès du droit.* 1987, 127 pages. 9,95 $

IX. Collection Edmond-de-Nevers

1. Lucie Robert. *Le manuel d'histoire de la littérature canadienne de Mgr Camille Roy*. 1982, 198 pages. 11,00 $
2. Réal Brisson. *La charpenterie navale à Québec sous le régime français*. 1983, 320 pages. 19,50 $
3. Hélène Lafrance. *Yves Thériault et l'institution littéraire québécoise*. 1984, 174 pages. 13,50 $
4. Hélène Laforce. *Histoire de la sage-femme dans la région de Québec*. 1985, 237 pages. 19,50 $
5. Michel Sarra-Bournet. *L'Affaire Roncarelli. Duplessis contre les Témoins de Jéhovah*. 1986, 196 pages. 18,00 $
6. Denis Goulet. *Le commerce des maladies. La publicité des remèdes au début du siècle*. 1987, 139 pages. 20,00 $

X. Rapports de recherche et manuscrits à diffusion limitée*

1. Louise Rondeau. *Le récit de fin du monde: orientations méthodologiques de recherche*. Québec, IQRC, 1982, 70 pages.
2. Michelle Trudel-Drouin. *Vie quotidienne en Nouvelle-France: un choix de textes*. Montréal, IQRC, 1982, 166 pages.
3. Paule Chouinard. *Anthologie de poèmes québécois sur les saisons*. Montréal, IQRC, 1983, 1 350 pages.
4. Mireille Perreault. *Marchandisation, industrialisation de la culture*. Rimouski, IQRC, 1983, 72 pages.
5. Carmen Quintin. *Les pratiques émancipatoires dans deux coopératives d'habitation de la région montréalaise*. Montréal, IQRC, 1983, 124 pages.
6. Gary Caldwell, Paule Obermeir *et al. Out-migration of 1971 English Mother-tongue High School Leavers from Quebec: eleven years after*. Lennoxville, IQRC et Anglo Quebec en Mutation Committee, 1984, 37 pages.
7. Gabrielle Lachance. *Le rapport industrie/culture*. 1987, 5 cahiers. I. L'artisanat et les métiers d'art, 38 p. II. Les arts d'interprétation, 38 p. III. Le cinéma, 40 p. IV. Le livre, 40 p. V. Quelques indications bibliographiques, 38 p.

* disponibles sur demande à l'IQRC, 14, rue Haldimand, Québec, G1R 4N4 (418) 643-4695.

XI. Banques de données sur support informatique

1. Jean-Pierre Chalifoux. *Le livre et la lecture au Québec au XXe siècle*. Montréal, IQRC, 1982, (8 000 titres)**.
2. Paul Aubin et collaborateurs. *HISCABEQ. Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada (1946-1980)*. Montréal, IQRC, 1981, (70 000 titres - mise à jour trimestrielle)***.

XII. Documents audio-visuels*

1. Arthur Lamothe. Culture amérindienne. Archives. (Vingt documents produits par les Ateliers audio-visuels du Québec.)

---

* disponibles sur demande à l'IQRC, 14, rue Haldimand, Québec, G1R 4N4 (418) 643-4695.

** accessible sur demande à La Centrale des bibliothèques, 1685, rue Fleury est, Montréal, H2C 1T1 (514) 381-8891.

*** pour s'abonner à HISCABEQ, communiquer avec IST-Informathèque Inc.
Service d'assistance technique:

Code régional	Numéro à composer
514	383-1611
418, 514, 613, 819, 416, 519, 705, 506, 902	1-800-361-4777

TABLE DES MATIÈRES

Lettre à Madame Lise Bacon, ministre des Affaires culturelles 3

Membres et personnel de l'Institut québécois de recherche sur la culture.... 5

INTRODUCTION 13

Première partie: ÉTAT DE LA RECHERCHE 15

I. Familles, sexes, générations 17
II. Les communautés ethnoculturelles 21
III. La création et la diffusion de la culture 25
IV. Les tendances socioculturelles 29
V. Les histoires régionales 33

Deuxième partie: ACTIVITÉS ET SERVICES 37

I. Les activités 39
II. Les publications 43
III. Structures et infrastructures 47

Troisième partie: DOCUMENTS 51

I. La loi constituant l'Institut québécois de recherche sur la culture 53
II. Les règlements généraux 59
III. Les règlements du Fonds de dotation 65
IV. Les états financiers 1986-1987 67
V. La liste des activités scientifiques 79
VI. La liste des publications 85

Achevé d'imprimer à Louiseville
sur les Presses de l'Imprimerie Gagné Ltée
en mil neuf cent quatre-vingt-sept

Institut québécois de recherche sur la culture
14, rue Haldimand, Québec, G1R 4N4, téléphone: (418) 643-4695

INRS - SDIS
X0022904 4